# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE





Numéro 442 — Nouvelle série N° 141 SEPTEMBRE 1959 — PRIX : 150 francs

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois .. .. .. .. .. .. .. 800 fr.
Un an .. .. .. .. .. .. .. .. .. 1.500 fr.

EXTERIEUR

Six mois .. .. .. .. .. .. .. 1.000 fr.
Un an .. .. .. .. .. .. .. .. .. 1.800 fr.

Le numéro : 150 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la Révolution prolétarienne 14, rue de Tracy — PARIS (2e) Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux Révolution prolétarienne 734-99 Paris


## Sommaire du N° 442 - Septembre 1959



# EN TRE NOUS

**Nous avouons une forte déception. Il y aura cinquante ans, en octobre, que fut fondée la « Vie Ouvrière » qui de 1909 à 1914 représenta le syndicalisme révolutionnaire et l'enrichit de chroniques riches et denses. Nous attendions une étude de son fondateur Pierre Monatte qui fut également le père de la « R.P. » et qui reste son meilleur ouvrier.**

**Malheureusement l'étude promise ne nous est pas parvenue. Ce n'est pas que Monatte n'y ait pas pensé. Mais il est toujours aussi exigeant pour lui que pour les autres. Il n'admet pas que l'on offre aux lecteurs de la « R.P. » ,quelque chose qui sente la hâte et l'improvisation.**

**Déception certes, colorée par notre émotion de voir le plus authentique représentant du syndicalisme de 1906 demeurer aussi scrupuleux artisan que lucide observateur.**

**Nos amis se doivent de réclamer l'étude promise. Qu'ils fassent savoir à Monatte qu'ils sont prêts à se montrer très complaisants et qu'ils se contenteraient de souvenirs spontanés, même si le père de la « V.O. » et de la « R.P. » n'a pas le temps de fignoler son travail.**

**D'autant plus qu'il y a quarante ans que la « V.O. » réapparaissait sous la forme de journal (non de revue). A vrai dire, elle n'avait pas cessé de vivre pendant la guerre, grâce à Rosmer qui après le départ de Monatte au front, publia la fameuse lettre aux abonnés de la « V.O. », l'un des premiers documents de la future minorité zimmerwaldienne.**

**C'est le moment de relire le premier tome de son livre sur le Mouvement ouvrier pendant la guerre. Le deuxième tome paraîtra en octobre, en même temps que le numéro de la « R.P. » qui devra contenir l'article de Monatte.**

**On sait comment la « V.O. » fut enlevée frauduleusement à ses fondateurs et devint l'organe de la bolchevisation intégrale. La « R.P. » a pris naturellement en 1925 la place laissée vacante par le rapt de la « V.O. »**

* * *

**Faut-il rappeler encore que l'Union des Syndicalistes a publié la deuxième édition de l'Actualité de la Charte d'Amiens. On y trouvera du Monatte de 1906 et du Monatte de 1956 ? Il est inadmissible que cette brochure et celle sur la Hongrie ouvrière et celle sur les problèmes du Bâtiment ne soient pas plus largement diffusées.**

**On pourrait envisager la constitution de dépôts avec liberté laissée aux camarades de ne rembourser l'Union qu'après la vente.**

**Initiative qui permettrait de reprendre systématiquement la formule des « multiples ».**

**Nous posons en principe qu'il n'est pas un de nos amis qui ne puisse assurer la vente de dix brochures de chaque titre et chaque mois le placement de dix numéros de la « R.P. ».**

**Vous qui attendez avec impatience la publication de l'étude commémorative de Monatte, du livre de Rosmer, n'êtes-vous pas un peu humiliés par l'exemple de ces deux anciens, qui ont porté à son point culminant la morale du refus de parvenir et qui, au crépuscule d'une admirable carrière, n'ont pas d'autre ambition que celle de vous offrir des œuvres rigoureusement composées pour vous instruire et vous édifier ?**

**Resterez-vous des lecteurs et des spectateurs passifs ?**


Le gérant : J.-P. FINIDORI — Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris.

# Octobre sans rendez-vous ?

On parle beaucoup moins, cette année, du rendez-vous d'Octobre. L'arrangement intervenu dans les chemins de fer avant les vacances paraît avoir calmé l'atmosphère sociale. C'est un fait paradoxal, mais c'est un fait : le gouvernement du 13 mai bénéficie d'un climat plus favorable que ses prédécesseurs.

Les militants des syndicats de toutes tendances — sans oublier la C.G.T. — semblent s'être rapidement adaptés au bouleversement politique. L'homme du 13 mai s'est efforcé de les rassurer. On avait craint la suppression du Conseil Economique, cette machine à moudre le vent. Au contraire, le Conseil a été agrandi. Bien qu'une place d'honneur ait été réservée à André Lafond, personne n'a refusé de siéger. Au surplus, les conseillers se sont attribués un régime de retraites à faire rêver les assurés sociaux. La place est bonne et le travail mince. L'assurance chômage a été créée. La cotisation s'élève à 1 % des salaires et appointements, 0,80 % à la charge des employeurs et 0,20 % à la charge des salariés. A grand renfort de papier, un nouvel appareil bureaucratique a vu le jour, qui couvre tout le territoire. Apparemment, personne ne s'est rappelé l'existence d'un fonds de chômage qui aurait pu recevoir et distribuer cette cotisation à moindres frais. Cependant que des militants syndicalistes abandonnaient leur poste pour devenir les bureaucrates des « Assédic », anémiant encore un peu plus les syndicats.

Or, il faut bien constater que ces nouvelles caisses de chômage commencent à capitaliser des sommes considérables, car, en fait, il y a peu de chômeurs à secourir : de toutes parts, c'est plutôt du manque de main-d'œuvre qu'on se plaint pour le moment. Dans les boîtes et sur les chantiers, la semaine de quarante heures n'est plus guère qu'un souvenir. Dans la plupart des usines et des chantiers, on fait 48 heures, voire 54 ! Sans parler du tâcheronnat dans le bâtiment.

Une ordonnance gaulliste a créé « l'intéressement » des travailleurs à l'entreprise. Il dépend des patrons de provoquer des contrats entre eux et leur personnel en vue de faire participer les salariés à la vie et aux résultats de l'entreprise. Le décret du 29 août fixe les grandes lignes de ces contrats qui pourront être conclus avec les comités d'entreprise ou avec les délégués du personnel. Il sera donc possible de distribuer une partie des profits. Ces distributions bénéficieront d'exonérations fiscales. Voici donc une possibilité supplémentaire d'attachement de l'ouvrier à l'entreprise. Mais il y a aussi réticence patronale en ce qui concerne les contrôle des comptes. Ce décret ne prévoit absolument rien qui permette le plus léger coup d'œil sur la comptabilité des entreprises.

On discerne bien maintenant la grande manœuvre d'enveloppement du mouvement syndical que l'homme du 13 mai a propulsée

Il semble qu'il ait partiellement réussi. Il y fut certainement aidé par sa position en la politique internationale. Il est l'homme de l'accord avec l'U.R.S.S. Donc, a priori, les syndicats C.G.T. ne vont pas lui créer de difficultés.

Mais l'on peut affirmer — sans exagération — que les intérêts ouvriers seront les victimes.

Dans la mesure où les syndicats seront moins actifs, il deviendra plus difficile de maintenir les conditions de travail et les salaires.

L'opération monétaire Rueff-Pinay se prépare pour la fin de l'année. Il s'agit essentiellement d'ouvrir une nouvelle possibilité d'inflation, donc de dévaluation. L'amputation des deux zéros ne signifie rien d'autre chose. Pinay ne se rend pas compte qu'il suit le même destin que ses prédécesseurs : pour maintenir le régime, il est contraint d'en détruire les bases.

On peut conjecturer que le franc lourd ne sera pas lourd très longtemps. L'or vient de reprendre son ascension.

Les travailleurs seront certainement obligés de se défendre. D'ores et déjà, toutes les précautions sont prises par les industriels et les commerçants pour que l'application du franc lourd ne réduise pas leur plus-value réelle. Ils savent depuis longtemps comment s'y prendre pour augmenter légalement leurs prix. Leur technique est sérieusement en avance sur celle du syndicalisme ouvrier.

Octobre sans rendez-vous, cela voudra-t-il dire : abdication ?

Dans un journal du soir du 13 septembre, on pouvait lire ce qui suit :

> Le niveau des salaires dépend de plusieurs facteurs.
>
> Le premier est la combativité des syndicats. Cette combativité est actuellement faible. Les salariés ne sont pas mûrs pour la grève.
>
> Le second facteur est la combativité patronale. Elle est également faible. Voici les propos tenus par un chef important d'organisation patronale :
>
> « *Depuis six ans, nous avons établi des rapports nouveaux avec le personnel. La lutte des classes n'a pas disparu. Mais elle s'est atténuée parce que la prospérité nous a permis d'améliorer chaque année, sauf en 1958, la situation des salariés.*
>
> » *Aujourd'hui, le gouvernement nous conseille d'être ferme en face des revendications. Nous le serons verbalement, parce que nous ne voulons pas qu'il ait des ennuis avec le secteur public et nationalisé. Mais nous n'allons pas, pour lui faire plaisir, compromettre nos rapports avec notre personnel. Celui-ci, sur deux ans, a vu son pouvoir d'achat baisser par rapport au niveau des prix. Nous sommes prêts à lui concéder, sous une forme ou une autre, certaines améliorations.* »

Malgré l'enveloppement gaulliste et patronal, il faut souhaiter que les ouvriers syndiqués seront plus vigilants et plus actifs que leurs dirigeants de toutes tendances. Des résultats les attendent.

**CHAMBRICE.**

# Chercher la vérité et la dire...

L'année se charge d'anniversaires. Cinquantenaire de la fondation de **la Vie Ouvrière**, cinquantenaire de l'assassinat de Francisco Ferrer, centenaire de Jean Jaurès, quarantième anniversaire de la paix de Versailles, vingtième anniversaire de la deuxième guerre mondiale...

Et on veut bien proclamer que l'an 1959 ouvre une ère nouvelle. La rencontre des deux « grands » concluant la guerre froide...

L'intérêt des commémorations... c'est peut-être de mesurer le chemin parcouru. C'est aussi de tenter modestement de déceler la vérité historique sous la légende. Car celle-ci est toujours autre chose qu'une transfiguration du passé. Elle tend à animer le présent. Voir exactement ce que furent les hommes et les temps passés permet peut-être de situer ceux d'aujourd'hui.

## JAURES, PREMIERE VICTIME DE LA GUERRE DE 1914

On célèbre le centenaire de Jean Jaurès. Il me faudrait encore quelque retenue. Lorsque je pris contact avec le vieux noyau de « La Vie Ouvrière », il y a près de quarante ans, j'étais encore un adolescent nourri de lyrisme pacifiste et révolutionnaire et le verbe de Jaurès — qui m'avait touché sous sa forme « littéraire » — ranimait en moi le souvenir de mon père, socialiste, jauressiste, optimiste, disparu trois mois après son idole.

Il me fallut quelque temps pour me familiariser avec le caractère « guerrier » (au sens noble du mot) du syndicalisme révolutionnaire et cette variété de « pessimisme épique et héroïque » que Georges Sorel a systématisé mais qui animait spontanément les militants ouvriers de 1906. Le socialisme parlementaire, réformiste, « conciliateur » de Jaurès semblait quelque peu dévalué au lendemain des grandes tourmentes, en 1919 comme en 1945. Que les staliniens aient utilisé ce nom, comme ceux de Danton, de Victor Hugo... de Jeanne d'Arc, dans leurs slogans publicitaires renforçait nos réserves et nos réticences.

Je n'ai pas suivi les manifestations du centenaire. Je regrette de ne pas avoir entendu à la télévision une causerie de Maurice Dommanget, dont on m'assure qu'elle fut beaucoup plus originale et dense que les autres reportages consacrés au souvenir de Jaurès. Celui qui mérite la qualification attribuée à son ami Albert Mathiez : **ardent historien d'une ardente histoire,** était sans nul doute particulièrement qualifié pour présenter Jaurès — historien lui-même... et de grande classe — personnage « historique », non parce qu'il exerça une influence décisive sur son temps, mais parce qu'il représente parfaitement **un moment** du mouvement socialiste et démocratique.

Je crois de moins en moins au pouvoir déterminant des héros et des grands hommes. Mais il est aussi absurde de les ignorer que de les hisser dans l'Olympe. Il est des hommes qui par leur génie propre dominent des carrefours de l'Histoire, ce qui leur confère une sorte de magistrature incontestable, strictement localisée dans le temps. Le défaitisme révolutionnaire de Lénine s'imposait sans doute en Russie et en 1917. Le socialisme démocratique et pacifiste de Jaurès convenait parfaitement aux masses populaires françaises, de l'affaire Dreyfus à 1914. Mais l'un et l'autre, par leur formation et leur génie, étaient capables de voir... par delà le carrefour. Entre deux crises, Lénine rédigeait son fameux testament, condamnation prophétique de Staline et du stalinisme. Quelques instants avant son assassinat, Jaurès était probablement convaincu de la sinistre malfaisance du poincarisme et de l'alliance franco-russe.

Le revolver de Raoul Villain fut plus totalement efficace que la paralysie de Lénine. Jaurès avait-il déjà pensé, en s'asseyant sur la banquette du café du Croissant, le vendredi 31 juillet, ce qu'il écrirait dans « l'Humanité » du lendemain ? Aurait-il inauguré la politique d'Union sacrée ? Aurait-il, au contraire, lancé un nouveau « J'accuse... » contre Poincaré et Iswolsky, sinistre meneur de jeu ?

On a le droit de ne pas choisir. On n'a pas le droit d'annexer Jaurès au parti de la guerre.

Les germanophobes de droite et de gauche — qui écoutent avec complaisance les avertissements de nos « amis » russes quant au péril allemand — se soulagent avec l'évocation d'un Jaurès, abusé par la social-démocratie d'outre-Rhin, tout disposé à confesser ses illusions et ses erreurs. Ce qui est grave, c'est que le débat n'a même pas été engagé par les héritiers politiques du grand tribun.

Quelle belle occasion cependant de prouver la lucidité de leur grand homme ! Nous avons déjà cité « l'Armée nouvelle », où la collaboration technique du capitaine Gérard (devenu pendant la guerre un général unique en son genre que les soldats aimaient autant que les officiers le détestaient) et sa propre intuition lui permirent de prévoir les conditions de la guerre prochaine, beaucoup mieux que les pontifes de l'état-major.

Il est certain que l'aventure marocaine et les conflits balkaniques provoquèrent chez lui une inquiétude grandissante que son robuste optimisme dissimulait mal. Le 25 juillet 1914, le discours qu'il prononça à Lyon-Vaise (pour soutenir la candidature législative de Marius Moutet) précisa les responsabilités immédiates de la guerre avec une telle netteté que le **Comité pour la reprise des relations internationales** l'édita en tract de propagande, pendant la première année de guerre.

Si l'Empire russe semblait décidé à soutenir la Serbie contre l'Autriche, c'était parce qu'il n'avait pu obtenir la liberté d'action dans le Bosphore, contre l'acceptation de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche.

Si l'Italie avait pu impunément s'emparer de la Tripolitaine, c'était parce que la France parachevait la conquête du Maroc. « **Chaque peuple paraît dans une rue de l'Europe... sa petite torche à la main, et maintenant voilà l'incendie.** »

Jaurès connaissait les clauses du pacte secret liant la France à la Russie. En son dernier discours prononcé à Bruxelles le 30 juillet 1914, il opposait à cet engagement des gouvernements « le pacte public qui nous lie à l'humanité tout entière ». Dans l'après-midi du 31 juillet, une ultime conversation avec le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères Abel Ferry établissait en lui la certitude que la France de Poincaré suivrait automatiquement l'alliée tzariste, que celui qu'il appelait — lui, qui n'usait guère de l'invective — « **cette canaille d'Iswolsky** », aurait enfin **sa guerre**.

Il est singulièrement troublant que le procès de

Raoul Villain (ouvert après la guerre et terminé par un scandaleux acquittement) n'ait rien révélé de l'inspiration et de la préparation d'un crime accompli avec une exactitude mathématique. Il est singulièrement édifiant que l'on n'ait pas tenté, quarante-cinq après, de dissiper une abominable confusion, d'attribuer aux derniers propos de Jaurès la valeur d'un testament et à son assassinat la signification d'une victoire décisive de la politique de guerre.

Dommanget dans son livre sur Edouard Vaillant écrit que « **Jaurès dans la pensée, dans l'action, dans le socialisme fut essentiellement l'homme des synthèses, des fusions, des conciliations, de l'unité** ». Ce qui évidemment l'opposait aux syndicalistes révolutionnaires, campés dans la société bourgeoise, en ennemis irréductibles. Mais cette volonté de rassemblement l'élevait au-dessus des sordides compromissions des politiciens. Elle prolongeait son humanisme, par l'effet d'une très vaste culture, en une curiosité sympathique pour tous les mouvements de libération et de progrès. Le professeur Bouglé nous disait un jour que cet héritier authentique des civilisations grecque et romaine, portait sous son ample robe classique de multiples richesses, dont le rationalisme français du XVIII[e] siècle et la philosophie allemande du XIX[e]. On s'en aperçoit en lisant son admirable introduction à l' « Histoire socialiste de la Révolution française ». Aussi une remarquable conférence sur « Tolstoï » qui se termine par cette pathétique proclamation : « **La Révolution est là, elle est partout. Elle est dans l'organisation de ceux qui souffrent, dans la haute protestation de ceux qui pensent** «. Encore son fameux « discours à la jeunesse » dans lequel il dénonce (leçon dont pas mal de gens de gauche et d'extrême-gauche pourraient profiter aujourd'hui) : « **les mensonges triomphants qui passent, les applaudissements imbéciles et les huées fanatiques** ». Et son discours sur « Art et Socialisme » : « **Il n'y a eu jusqu'ici que des lambeaux d'art humain, parce qu'il n'y a eu que des lambeaux d'humanité.** »

Il y avait loin sans doute de cette poésie oratoire aux formules directes de la Charte d'Amiens. Cependant le synthétisme de Jaurès acceptait l'indépendance du syndicalisme beaucoup plus facilement que le sectarisme de Guesde. Et il n'est pas inutile de rappeler qu'il fut à la veille de la guerre le plus ardent défenseur de la motion Vaillant-Ker Hardie, préconisant la grève générale contre la guerre, votée au congrès national de Paris des 14, 15 et 16 juillet 1914, par 1.690 voix contre 1.174 à une motion guesdiste de Compère-Morel.

Nous avons rapproché Jaurès et Lénine, deux personnalités dominant des carrefours de l'histoire qui sans doute apparaissent comme foncièrement opposées : Jaurès, l'homme des synthèses efficaces ; Lénine, l'homme des choix décisifs.

Mais en 1914, Jaurès, essentiellement pacifiste, acceptait comme ultime défense de la paix la solution révolutionnaire. En 1917, Lénine, essentiellement révolutionnaire, assurait par une détermination pacifiste, la victoire de la Révolution.

Entre ces deux hommes exceptionnels si dissemblables, il y avait encore un point commun. Le premier, par sa culture et sa sensibilité ; le second, par ses convictions marxistes, étaient foncièrement **internationalistes**. La grève générale pour l'un, la révolution pour l'autre ne se concevaient pas dans les limites des nations.

En 1959, il n'y a pas plus d'Internationale socialiste que d'Internationale communiste. Les socialistes officiels de France, d'Angleterre, d'Allemagne n'envisagent guère d'autre but que de gouverner leurs nations, sans même concevoir une direction européenne commune. Lénine et Trotsky, dans toutes leurs déclarations de 1917 à 1924, subordonnaient l'accomplissement du socialisme en Russie à la révolution ouvrière dans les pays industrialisés d'Europe et du monde. La thèse de Staline sur « le socialisme dans un seul pays » a déterminé le tournant décisif qui, de déchéance en déchéance, a abouti à un monstrueux impérialisme réactionnaire.

On prétend que ce phénomène universel prouve la faillite de nos idées. Celles-ci n'ont pas raison contre les faits. Mais le nationalisme des socialistes et des communistes d'aujourd'hui n'est-il pas au contraire un anachronisme méprisable dans un monde que la technique unit et resserre et qui semble insuffisant à une science interplanétaire ?

Un Jaurès humaniste, pacifiste, cosmopolite, libéré par son martyre des servitudes de l'opportunisme politique, « **tel qu'en lui-même enfin l'éternité le change** », apparaîtrait alors, aussi bien par le pessimisme insolite de son ultime clairvoyance, que par l'optimisme rayonnant de ses prévisions lyriques, comme un précurseur d'un socialisme international qui serait autre chose qu'un drapeau décoloré.

## QUARANTE ANS APRES VERSAILLES VINGT ANS APRES DANTZIG

Le vingtième anniversaire du déchaînement de la deuxième grande guerre mondiale permet à l'impudence de quelques responsables militaires et politiques de l'époque — ou à ceux qui ont vécu de leurs restes — une adroite utilisation des carences de la mémoire populaire.

Ne retenons que ce qui peut influencer l'opinion publique actuelle. L'Armée reste pour les petits bourgeois français — même libéraux et démocrates — l'institution sacro-sainte, dont la vigilance, le désintéressement, l'abnégation, la force pure et saine contrastent avec la médiocrité intellectuelle du monde, la corruption des politiciens civils. Ce n'est pas seulement depuis le 13 mai, que pour avoir « **l'armée de sa politique** » on se soumet toujours, avec plus ou moins de tergiversations, à **la « politique de son armée ».**

Infaillible, immaculée, l'armée n'a jamais subi de défaites qui ne soient imputables à l'imprévoyance ou à la trahison des civils. Les défaillances de 1939, la débâcle de 1940... il convenait d'en incriminer la propagande pacifiste, la loi de quarante heures, le Rassemblement populaire de 1936... sans omettre l'écrasante perversion de la jeunesse par les instituteurs qui prenaient pour une réaction humanitaire les réflexes de la lâcheté.

Nous n'inventons rien. Nous avons entendu pire, en 1940... et après 1945. Les hommes les plus intelligents, les plus libres d'esprit, résistent mal aux chatouilles du bonnet à poil et aux canards du clairon de Déroulède. J'ai entendu des amis en général lucides et sans préjugés attribuer la défaite de Charleroi en 1914... à l'hypocrisie allemande qui avait camouflé les effectifs du Reich, alors que Jaurès dans « l'Armée nouvelle », avait prévu avec une troublante exactitude le débordement des troupes actives françaises par les réserves instruites allemandes, tandis que les plus illustres représentants de l'état-major affirmaient péremptoirement : « **Les Allemands n'attaqueront pas par la Belgique. Ils ne commettront pas cette faute et nous n'aurons pas cette chance.** »

J'ai entendu des anciens combattants de 1914-1918 accabler les vaincus de 1940, spontanément sur les routes de l'exode, ou spirituellement dans les mémoires d'après-guerre : « **Les générations qui ne connaissaient comme délassement que la manille arrosée de pinard résistèrent mieux que les bénéficiaires des congés payés et des loisirs sportifs.** »

« Le pacifisme servi par la démagogie parlementaire a jeté la France dans une guerre que l'on n'avait pas préparée, parce que l'on marchandait à l'armée les crédits indispensables.

« La pusillanimité des chefs politiques a empêché

l'offensive sur le front français en 1939 pour secourir efficacement la Pologne.

« La trahison a ruiné la résistance des chefs militaires. »

La lâcheté des Français « trop bien nourris » a transformé les premières défaites en panique irrésistible, « la déroute apparut au soldat qui s'émeut... »

---

Or, s'il est un procès dont l'instruction a été menée à son terme, c'est bien celui des chefs militaires de 1914 et de 1939. En 1911, une conjuration menée par « le capucin botté » de Curières de Castelnau, patronée par le ministre Messimy — élève des Jésuites — obtient le débarquement du général Michel qui avait prévu l'envahissement de la Belgique et préparé un plan d'amalgame de l'active et de la réserve. Dans ses mémoires, l'ex-généralissime Joffre reconnait que tous les crédits demandés par l'armée avaient été votés par la Chambre. Mais par peur de la « nation armée », l'état-major emploie les fonds à la construction de casernes que le service de trois ans devait remplir et dédaigne l'artillerie lourde. La doctrine officielle professée par Foch à l'Ecole de guerre de l'offensive à l'arme blanche aboutit en deux mois de guerre **à l'élimination de 600.000 hommes (dont 113.000 tués ou disparus), soit l'effectif total des troupes d'active.**

En 1934, le colonel de Gaulle — encore inconnu — prévoit l'utilisation des machines, la guerre motorisée, l'offensive foudroyante par les blindés. Les fossiles de l'état-major rejettent ses théories et entendent appliquer avec vingt ans de retard l'expérience de 1914 que la couche antérieure des fossiles n'avait pas prévue. On méprise l'aviation et les chars d'assaut. Il semble établi aujourd'hui qu'en 1940 les réserves de blindés français auraient pu contrebalancer les blindés allemands utilisés pour la guerre-éclair. Mais la « motorisation » ne servit qu'à gagner une course de vitesse qui porta au-delà de la Garonne les plus brillants cadres de l'armée française. Les piétons — méprisés par les manilleurs de 1914 — laissant derrière eux un matériel **neuf** fabriqué sur **modèles réglementaires de 1889 et de 1909,** furent « interceptés » par les blindés allemands qui les avaient dépassés et qui les attendaient... au sud. La motorisation, en assurant la fuite des étoiles et des galons vers les prébendes et les sinécures de Vichy et en précipitant sans combats l'avance allemande n'eut qu'un résultat heureux : celui d'éviter les pertes énormes des premières batailles de 1914.

Ainsi les stratèges militaires, dont aucune autorité civile ne discuta jamais les plans, à qui aucune majorité parlementaire n'osa refuser des crédits ou même en contrôler l'emploi, **sont toujours en retard d'une guerre.** En 1870, ils appliquaient la tactique napoléonienne ; en 1914, ils se référaient aux succès de l'offensive prussienne de 1870 ; en 1939, ils appliquaient la méthode du front continu qui avait permis à Ludendorff de stabiliser longtemps le front occidental...

Et si le colonel de Gaulle a prouvé une remarquable prescience en 1934, ses prévisions valables en 1939 sont depuis longtemps dépassées en 1959.

---

Il est une autre omission des commentateurs rétrospectifs qu'il convient de signaler. Facile de dire qu'une offensive tenace franco-anglaise en 1939 aurait obligé les Allemands à tirer une importante fraction de leurs troupes du théâtre oriental et aurait peut-être sauvé la Pologne.

C'est oublier que la méthode employée en septembre 1939 s'est révélée aussi rapidement efficace qu'en mai 1940.

Les chefs militaires de l'Ouest avaient refusé d'envisager une offensive motorisée. Ils n'étaient donc guère préparés à la parade. Varsovie était encerclée, alors que la mobilisation française n'était pas achevée. Et le 17 septembre, conformément au protocole secret annexé au pacte Hitler-Staline, les troupes du tzar rouge entraient en Pologne. Une offensive franco-anglaise n'aurait pas évité cette agression préméditée et fatale pour la Pologne.

Il faudrait en prendre son parti, une fois pour toutes. **Réduite à ses seules forces,** handicapée par la faiblesse relative de sa population et l'insuffisance de sa production industrielle, la France depuis 1870 n'a pu vaincre — et encore ! — qu'en Afrique et en Asie. La victoire de 1918 n'aurait pas été possible sans l'intervention des Etats-Unis ; à celle de 1945, la participation française ne fut que symbolique. Cela ne signifie nullement que la France soit en décadence. La technique française supporte la comparaison avec celle des autres Etats industriels. Les services publics français : les P.T.T., la S.N.C.F., le Service routier, l'Eclairage pourraient excuser l'orgueil national de tous ceux qui reviennent de vacances à l'étranger. Et notre Enseignement, lorsqu'il ne se limite pas aux archaïques sélections du concours général, a réalisé, en les généralisant plus qu'ailleurs, des progrès sensibles qui doivent plus à l'empirisme des artisans qu'à la science des doctrinaires.

Mais pourquoi s'acharner à parer d'un lustre légendaire l'administration la plus franchement réactionnaire, la moins capable d'évolution, celle où règne le bureaucratisme le plus paralysant, celle aussi où les querelles des clans et des familles aboutissent à des luttes aussi féroces que sordides, au cours desquelles on est naturellement disposé à supporter les sacrifices... des autres pour que triomphe sa doctrine et se charge son képi.

On veut bien croire que le corps des officiers de carrière comprend aujourd'hui des techniciens et des organisateurs capables de s'adapter à la civilisation moderne. En Algérie, ils peuvent proposer sincèrement aux Musulmans une sorte de paternalisme qu'on ne confond pas avec le colonialisme rapace et obtus. Mais leur bienfaisance même — toute relative — fortifie leur orgueil de caste et ils sont trop impatients de commander pour ne pas se soumettre à une hiérarchie qui assure la solidité de l'institution.

## DEFLATION DE POPULATION EN U.R.S.S.

Il est quelque peu décevant de lire les commentaires des publicistes sur les causes des entretiens Khrouchtchev-Eisenhower. Lorsque ces lignes paraîtront, nous aurons lu des reportages colorés et vu des images éloquentes. Serons-nous fixés sur la portée de ce « Tilsitt » du XX<sup>e</sup> siècle ? Même si nous connaissons exactement tous les propos alternés des deux grands — ce qui est peu probable — nous risquerons d'être abusés par des mots qui exprimeront peut-être les intentions d'Eisenhower, certainement pas la pensée de Khrouchtchev. Il ne s'agit pas de sincérités... « successives » et contradictoires. Et nous pouvons même abandonner notre thèse de l'imposture permanente que traduit le langage stalinien. On peut remonter plus loin. Lénine en cette affaire a enseigné une dialectique originale qui n'était pas incompatible avec la fermeté de ses convictions. Un bolchevick n'utilise pas les mots pour exprimer sa pensée et participer à un débat, mais simplement pour obtenir un résultat immédiat, correspondant à une nécessité provisoire.

Ce que dira Khrouchtchev ne nous renseignera donc que sur l'effet qu'il veut obtenir. Nous sommes obligés de chercher ailleurs les éléments d'éclaircissement. Dans les réalités soviétiques, beaucoup plus difficiles à déceler que les réalités américaines.

Il est un fait qui paraît établi. C'est que l'asservis-

sement du peuple russe n'empêche pas — et cela avant la mort de Staline — l'efficacité à plus ou moins longue échéance d'oppositions en profondeur, que ne traduisent nullement les conflits artificiels du sommet. Résistance active ou passive. Dans les camps de déportation, le désespoir a provoqué des grèves et des révoltes. Dans les campagnes et les usines, la simple force d'inertie a pesé sur les décisions gouvernementales. Sans parler d'explosions dans la jeunesse, que l'on assimile trop facilement au gangstérisme des « blousons noirs » de tous pays.

Mais il est un élément peut-être déterminant, quoique de sens opposé que l'inflation de population en Chine, c'est **l'insuffisance de la main-d'œuvre en U.R.S.S.** Notre ami Paul Barton étudie le phénomène dans un article des **Nouvelles du mouvement syndical libre** de juillet 1959. « **En 1940, l'U.R.S.S. avait de 193 à 196 millions d'habitants. Le recensement de janvier 1959 en a dénombré 209 millions... alors qu'en des conditons normales l'U.R.S.S. devrait en compter plus de 250 millions** » (à titre de comparaison, notons que de 1940 à 1954 la population égyptienne a augmenté de plus de 37 %, ce qui donnerait pour l'U.R.S.S. un accroissement de plus de 74 millions). **La perte n'est pas entièrement attribuable aux pertes militaires et à la dénatalité des années de guerre. Les déportations massives y ont joué également un rôle important.** »

Le nombre global des femmes dépasserait celui des hommes de 20 millions. Dans les kolkhozes en 1955 on ne trouve que trois hommes pour dix femmes. La natalité est plus basse dans les campagnes que dans les villes.

Au contraire, dans les complexes des camps de concentration, des évaluations patientes donneraient huit hommes pour une femme.

Cette pénurie de main-d'œuvre, ce déséquilibre des sexes a déterminé un assouplissement du travail forcé, une dissolution de certains camps, un adoucissement des conditions de travail, tout cela fortement accentué par les révoltes des camps.

Barton précise d'ailleurs, qu'en accordant ces améliorations, le gouvernement s'efforce de sauvegarder l'essentiel de l'institution, c'est-à-dire l'organisation du travail forcé.

## REVENUS DES KOLKHOZIENS

La littérature soviétique consacrée aux questions économiques et sociales est souvent illisible et difficilement perméable aux non-initiés. Je me permets cependant d'attirer l'attention des spécialistes sur les articles consacrés au bilan économique du premier semestre 1959, publiés dans la **Chronique étrangère de la Documentation française** (25 août 1959).

Dans le métafouillis des pourcentages et des épaisses gloses doctrinales, je cueille deux renseignements relativement clairs, qui me paraissent se rattacher indirectement aux indications de Barton, quant aux nécessités d'économiser la main-d'œuvre industrielle.

D'abord le remplacement dans les kolkhozes, **des paiements en nature par les paiements en espèces.** Jusqu'à présent, on pensait qu'il y avait là une forme de propriété coopérative, et que les livraisons obligatoires à l'Etat étant assurées, le surplus était réparti entre les kolkhoziens.

Mais il faut provoquer **l'essor vertical de la production agricole** et libérer sans doute un contingent important de main-d'œuvre agricole, c'est-à-dire transformer **les petits propriétaires en prolétaires.** Ce fut exactement le phénomène qui marqua les débuts de la révolution industrielle en Angleterre et en France. Et la collectivisation stalinienne — qui est une des principales causes de la déflation de population (de 15 à 20 millions de pertes en vies humaines avec une dénatalité alarmante actuelle) — visait au même but, dans un rythme accéléré.

L'article cité nous apprend qu'au 1er janvier 1958, des « fonds de salaires » prévus dans les kolkhozes comme dans les usines, avaient été prélevés sur les revenus à distribuer, au cours de l'année 1957. Les fonds s'élevaient à 5.436.000 roubles dont 2.691.000 pour les salaires et 2.745.000 pour les besoins de la production.

Les normes de travail, bases des salaires, sont fixées naturellement selon le rendement. On cite un exemple de formation de sept groupes de travail dont les salaires vont de 6 à 18 roubles. Les conducteurs de tracteurs touchent 45 roubles pour un tracteur à chenilles et 35 pour un tracteur à roues. Bien entendu, il est proclamé que **le parti veut assurer l'essor vertical de la production agricole...**, grâce à l'accroissement de la production, l'abaissement du prix de revient, **l'essor de la production marchande.** » Mais pour atteindre ces objectifs, on a prélevé sur les revenus des kolkhoziens (on retiendrait également 25 % des salaires du personnel directeur et administratif, réservés, augmentés ou diminués selon les résultats de l'année économique).

## RETOUR AU SALAIRE HORAIRE

La rémunération des salariés industriels est beaucoup plus complexe. Il convient de rappeler que parallèlement à la collectivisation, les plans quinquennaux ont introduit une nouvelle politique des salaires, avec comme bases doctrinales : **la répudiation de la théorie « petite bourgeoise » du nivellement des salaires, la dénonciation comme contre-révolutionnaire de la « physiologie du travail », la généralisation du salaire aux pièces, avec normes établies selon les records des stakhanovistes forcenés.**

L'industrialisation de l'U.R.S.S. — dont la rapidité n'est pas niable — impose le développement de la productivité. Nous avons souvent critiqué l'application mécanique de cette notion, et constaté que c'étaient l'augmentation des salaires et la diminution de la journée de travail qui avaient, par une loi presque fatale, provoqué le progrès technique et donc le progrès de la productivité.

Le gouvernement de l'U.R.S.S. a tout naturellement usé de la méthode la plus réactionnaire, en confondant **productivité et production.** La croissance de celle-ci prouvant les progrès de celle-là.

Mais la généralisation de salaire aux pièces, le système des primes individuelles au rendement se sont heurtés certainement à d'efficaces résistances passives. Les progrès techniques rendent de plus en plus difficile l'évaluation du rendement individuel. On en reviendrait donc au salaire horaire, avec primes collectives aux brigades et aux chaînes. C'est une formule qui soulevait, il y a vingt-cinq ans, l'opposition des syndicats de la métallurgie.

Nous nous abstiendrons de tout commentaire. Il nous suffit de constater que par tous ces éléments : déficit de la main-d'œuvre industrielle, prolétarisation des petits propriétaires ruraux, exploitation des salariés par le jeu des normes et des primes... le système dit socialiste garde tous les caractères de l'évolution classique du capitalisme.

## MANIFESTATION SPONTANEE ET SYMBOLIQUE !

Le gouvernement polonais a reçu le vice-président des Etats-Unis avec toute la pompe officielle.

Le peuple de Varsovie n'était pas convié à la réception. Il est venu spontanément acclamer l'Amérique. Comme sans aucun ordre le peuple de Budapest participait aux obsèques nationales de Rajk pendu pour « trahison ». Et c'est autrement éloquent et démonstratif que les cartes postales des touristes qui traversent le rideau de fer en... sleeping.

Roger **HAGNAUER.**

# Le problème de la main-d'œuvre étrangère

Comme chacun sait : la France est un pays d'immigration. Elle est même l'un des pays au monde à avoir, proportionnellement à sa propre population, le plus grand nombre d'étrangers sur son sol. C'est ainsi que dame statistique nous apprend que notre beau pays de France et de Navarre pouvait, en 1958, s'enorgueillir d'environ deux milions d'étrangers appartenant à quelque quatre-vingts nationalites. Et, sans doute, est-il d'à-propos de rappeler, après tant d'autres, la fameuse et fort belle phrase de Chateaubriand : « Quiconque touche le sol français est libre et jouit des droits d'une inviolable hospitalité ».

A présent, n'allez pas déduire hâtivement que « la Patrie du Refuge », comme l'on a pu souvent appeler notre pays, n'offrait l'hospitalité qu'aux « immigrés spontanés », c'est-à-dire les réfugiés politiques cherchant avant tout asile. Ces derniers ne représentent en gros que 25 % de la population étrangère de la France, 75 % étant des immigrés économiques, pour la plupart ayant fui une misère. Ainsi donc, se pose brutalement le problème de la main-d'œuvre en France, l'immigration qui nous intéresse n'ayant aucune similitude avec « l'émigration vacancière ».

D'après le rapport de la Commission sociale du C.N.P.F., les introductions de main-d'œuvre étrangère, qui avaient connu en 1957 avec plus de 110.000 travailleurs permanents leur plus haut niveau depuis la guerre, se sont encore largement poursuivies en 1958. Le chiffre global des introductions de travailleurs permanents avec 82.800 est encore important, et le nombre des saisonniers aurait dépassé 63.000, en augmentation de 7.000 sur l'année 1957.

***

N'en déplaise à la statistique officielle, mais le nombre des chômeurs totaux et partiels est loin de refléter la réalité du marché du travail, car il faut inéluctablement tenir compte de l'immobilisation en Algérie de quelque 350.000 jeunes hommes, qui devraient normalement être incorporés dans l'effectif potentiel des travailleurs, en France métropolitaine. Par ailleurs, l'accroissement de la population va amener, à partir de 1960, deux cent cinquante mille travailleurs supplémentaires, auxquels il faudra procurer du travail.

Sans doute, nous objectera-t-on que, selon les mathématiciens-statisticiens qui ont maltraité la glande pinéale sur un certain Plan de modernisation et d'équipement — d'ailleurs un tantinet en plan — il fallait pour la période 1957-1961 une importation de deux cent mille travailleurs, indispensables pour l'économie française. De plus, nous devons considérer que ces Messieurs n'avaient alors pas prévu le bouleversant discours de Constantine du général de Gaulle et ses incidences économiques, pas davantage que d'éventuels allongements de la durée du service militaire. En fait, les chiffres du plan en question avaient été établis sur la base d'un service militaire d'une durée de 18 mois, alors qu'il s'élève actuellement à 27 mois et qu'il est dans l'air du temps de l'arrondir à trente mois... Ce qui n'empêche pas « notre » ministre du Travail d'accuser 30.425 chômeurs secourus, pour juillet 1959.

Quoi qu'il en soit, de l'examen du rapport de la Commission de la main-d'œuvre du Commissariat général du plan (troisième du nom), il découle que le rappel, puis le maintien sous les drapeaux d'un grand nombre d'hommes a exigé le recours à l'immigration pour maintenir l'expansion de l'économie. Soixante mille travailleurs étrangers en 1956 et cent mille pour l'ensemble de l'année 1957 (le C.N.P.F. donne plus de 110.000). On peut avancer qu'en 1958, c'est près de 150.000 immigrés qui ont été introduits en France, pour travailler et aider à combler le vide créé par la mobilisation d'une importante partie de la main-d'œuvre nationale.

***

Vieux problème, certes, que celui du « marché du Travail », la main-d'œuvre n'étant encore considérée que comme l'un des agents de la production, au même titre que les capitaux ou les matières premières, et devant en l'occurrence être l'un des plus faciles à obtenir pour un coût minimum. Conception — toujours en pratique — selon laquelle la masse des travailleurs inoccupés constitue un volant permettant de réaliser une pression sur les salaires, la loi implacable de l'offre et de la demande ignorant le caractère humain du travail et considérant le chômage comme une nécessité. Les capitalistes se foutent éperdument que d'aucuns aient affirmé que « le travail ne doit pas être considéré comme un article de commerce ou une marchandise ».

Aussi, dans la conjoncture actuelle, sans pour autant faire œuvre de xénophobie, il y a lieu de suggérer une politique de régression de l'immigration en France de la main-d'œuvre étrangère.

Carcassonne, le 30 août 1959.

Francis DUFOUR.

---

# Le M.N.A. se plaint de la Ligue Arabe

Le Bureau Politique du Mouvement National Algérien a adressé à la Ligue Arabe, le 29 août 1959, un mémoire à l'occasion de sa session ordinaire qui se tient pour la première fois en terre maghribine.

Dans ce mémoire il est relaté certains aspects du problème algérien peu connus du grand public.

En particulier, il a flétri le silence de la Ligue Arabe à propos des crimes et des massacres dont ont été victimes les patriotes et les combattants M.N.A.

D'autre part, il a condamné vigoureusement l'immixtion de certains pays arabes dans les affaires intérieures du peuple algérien. Il souligne que le fait de choisir un mouvement nationaliste contre un autre et l'aide morale et matérielle réservée au premier, c'est naturellement désigner le second au crime, à l'agression et au complot. Ceux-ci malheureusement se sont multipliés et dégénérés jusqu'au massacre de la vallée de la Soummam, de Mélouza et aux charniers qu'on découvre tous les jours.

Enfin, il a élevé une véhémente protestation contre le maintien en prison de Mézerna et de Chadly Mekki qui ont été arrêtés, en 1955, par le gouvernement égyptien sur injonction du F.L.N., sans oublier de flétrir l'assassinat de Larbi Oulebsir, de Mᵉ Mohammed Belbegra et tant d'autres patriotes algériens au Maroc et en Tunisie.

# APRÈS LA MORT DU "BAC"...

*L'expérience a établi que le baccalauréat, avec toutes ses imperfections, est à peu près imperfectible.*

E. COMBES.

Septembre 1959 verra la dernière session du baccalauréat. L'examen célèbre et séculaire aura vécu. Ainsi a décidé le législateur, qui est M. Debré.

Cependant, si l'examen est supprimé, le titre persiste. On ne sera plus déclaré « ceint de baies de laurier » (1) à la suite d'un examen de fin d'année. Mais on le sera d'après les résultats de compositions faites en classe, en cours d'année.

Ces compositions seront l'objet de précautions particulières : sujet unique par Académie et correction centralisée de copies anonymes.

Telle est l'idée, si l'on peut tant dire.

L'application soulèvera peut-être quelques difficultés.

Par exemple, les sujets de composition étant uniques par Académie, tous les maîtres devront au même moment être arrivés au même point du « programme ». Qu'arrivera-t-il quand le maître aura été malade trois semaines ?

D'autre part, la tentation ne pourra-t-elle pas exister, pour les maîtres surveillant la composition de *leurs* élèves, de donner quelque petite aide aux composants ? La tentation ne sera-t-elle pas particulièrement forte dans les établissements payants ? Pour parer, dans une mesure à ce danger, M. Boulloche a décidé que les élèves de l'enseignement payant auraient, comme les autres, leurs compositions surveillées par des maîtres de l'enseignement gratuit. Ainsi chaque maître « public » devra se trouver à la même heure en classe publique et en classe « privée ».

D'autre part encore, avec le système de l'examen terminal, l'élève travaillait jusqu'à l'examen. Avec le système envisagé, il ne travaillera pas plus loin que les compositions. L'année scolaire effective finira en mai. On la disait trop courte quand elle finissait en juin (2).

Cependant ce ne sont là que remarques de détail.

La chose importante est que le problème véritable n'est même pas abordé.

Le problème n'est pas celui des modalités d'un examen.

Si l'on a pu demander la suppression du baccalauréat, c'est parce que le titre de bachelier ne correspond plus à une réalité sérieuse.

Durant des années, un jeune homme se donne du mal pour éviter qu'on dise un jour : « *Il n'a pas son baccalauréat !* ». Puis, quand il va chercher à s'insérer dans la machine sociale, dans la grande machine des métiers, fonctions et professions en disant : « *Je suis bachelier* », on lui répond : « *Mais ce n'est rien, cela !* »... On est alors fondé à se demander si toutes les années que le sujet a passées dans les établissements secondaires, ces années irremplaçables d'adolescence, ont été employées aussi bien qu'il eût été possible.

« *Le baccalauréat est mal né. Pour faire œuvre efficace et durable, c'est sa constitution même qu'il faut changer* », écrivait E. Combes en 1896, dans l'exposé des motifs d'un projet de loi (3)... qui, d'ailleurs, ne tenait pas sa promesse.

Les choses n'ont pas changé. Par delà les retouches qui pourraient être apportées aux épreuves terminales du cycle secondaire, la question véritable est celle de l'élevage secondaire tout entier.

## Ecole unique. Régime formatif double.

On me reprochera peut-être « *élevage* ». Aurait-on préféré le relent mondain d' « *éducation* » ? Que fait donc l'homme qui s'occupe d'*élèves* ? Et pouvais-je dire « *élévation* » ?

En tous cas ni « *enseignement* » ni « *culture* » ne seraient allés. « *Enseignement* », c'est communication de résultats. On dit « enseignement primaire » ; et c'est bien dit. « *Culture* » aurait convenu, aurait même été excellent si, par un malheureux sort, le mot n'avait pris en France un sens tout particulier. Il ne s'applique pas à la cultivation de la personne tout entière, mais à une toute petite partie de celle-ci, un petit pourcentage seulement des hommes normaux étant, de surcroît, faits pour recevoir avec fruit le traitement en question.

Nous reviendrons sur le dernier point, qui est très important. Mais notons tout de suite qu'il implique une conclusion :

Si l'on tient vraiment à ce que tous les enfants restent à l'école jusqu'à la dix-septième année, il sera sage d'envisager, après le primaire uniforme,

---

(1) Le mot de « **baccalauréat** » est, dit Littré, « **un singulier barbarisme** ». « Evidemment ce mot, introduit dans le XVIe siècle, a été pris par ceux qui le dénaturaient comme forme de **baccha** (baie végétale) ou **baccar** (nard sauvage) et **laurea**, laurier. »

(2) En « dernière heure », comme on dit, les journaux m'apprennent qu'un décret du 30 août modifie les dispositions ici examinées, qui dataient de janvier. Les compositions importantes, celles qui compteront pour le titre, n'auront plus lieu en cours d'année, mais en fin d'année, vers le 15 juin, comme l'ancien examen. En fait, l'examen est rétabli ! Des dispositions de janvier, il reste seulement les compositions du premier semestre, qui ne compteront pas, et la suppression de la session de septembre. La raison invoquée pour cette suppression est le désagrément qu'il y a pour les candidats malheureux à travailler pendant les vacances... Si cette raison vaut quelque chose, il faut supprimer aussi les « examens de passage ».

(3) « **Projet de loi sur la réforme des épreuves terminales des études secondaires** », présenté à la Chambre le 4 février 1896. (La citation que nous mettons au tout début est du même texte.)

...Sous la république, pour toucher au bachot, comme à bien d'autres choses, il fallait soumettre aux Chambres un texte précédé de plusieurs pages d'exposé des motifs. Aujourd'hui, il suffit d'une signature d'un ministre.

Ainsi en a décidé le peuple français.

une formation divisée en deux grandes catégories :

I. — Des années d'études et activités visant au développement de la personne tout entière, aboutissant à une sorte de « *certificat de maturité* », comme disent les Russes.

II (Pour un petit nombre de sujets). — Une scolarité *culturelle*, au sens étroit que le mot a en France.

Qu'est-ce qu'un bachelier ?

On pourrait croire que c'est le titulaire du « baccalauréat ».

C'est l'inverse qui est vrai. Le « singulier barbarisme » — qui est peut-être une plaisanterie — désigne une qualité, celle du « *bachelier* », c'est-à-dire du *jeune homme*.

Les étymologistes (Dauzat, Bloch, Littré) concordent. On a « *bacheler* » dans la « Chanson de Roland » (XII[e] siècle). Et au moyen âge, il y a « *baccalarius* », latinisation d'un terme qu'on n'a pas retrouvé, qui est peut-être celtique. Des formes semblables se retrouvent dans les langues régionales, dites patois (« *bacchalar* », en ancien provençal : *jeune homme*, avec une nuance péjorative). Au féminin on a eu « *bachelette* » (Villon), avec le sens de *jeune fille, servante*.

L'idée première, dans tous ces termes anciens, est celle de jeunesse. Le *bachelier* est un grand adolescent. La Fontaine, au XVII[e] siècle, présente « un jeune bachelier » tourangeau. Et Victor Hugo nous dit qu'il n'est rien que ne fassent

> « Pour un signe de deux beaux yeux...
> Les seigneurs et les bacheliers. »

(Il s'agit ici des jeunes gentilshommes qui n'étaient pas encore chevaliers.)

Cependant, application du sens général dans un domaine particulier, « dès la fin du moyen âge », nous dit Dauzat, « le terme est appliqué au premier grade universitaire ».

Ce sens particulier a fini par tenir toute la place. Jusqu'à une date récente, le baccalauréat était un examen *universitaire*, passé devant un jury d'*université* et ouvrant droit d'entrée à l'*Université*, principalement à la Faculté des Lettres (rôle de l'actuel examen de « propédeutique »).

Or il est arrivé que cet examen, dont on dit, non sans raison, beaucoup de mal, *a connu une singulière fortune*. Il n'est « jamais arrivé à satisfaire personne », dit Combes (4). Mais *tout le monde en a voulu. On s'y est précipité*. Il y eut d'abord, comme candidats, ainsi qu'il était naturel, des jeunes gens qui voulaient vraiment faire des études supérieures. Puis il y eut tous les fils de la bourgeoisie. Puis des jeunes filles, en nombre croissant. Enfin, la jeunesse française tout entière.

Il est évident que les deux cent mille candidats annuels d'aujourd'hui ne sont pas destinés à être tous des gradués de l'Université. Alors apparait grave la confusion que nous venons de discerner : jeunesse d'une part, accès à l'Université d'autre part.

Il serait bon d'en finir avec la confusion.

Aux rares jeunes gens destinés aux carrières intellectuelles proprement dites, donnons une formation principalement intellectuelle. Mais qu'on donne une formation plus générale à ceux qui, dans la vie, n'auront pas l'activité spécialisée que nous venons de dire.

(4) Loc. cit.

Ç'aura été un des bons résultats de l'*Ecole unique* de rendre évidente la confusion qu'il y avait sous le « barbarisme », de faire apparaître la sottise du *régime formatif unique*.

## Les « humanités », ou... la partie prise pour le tout.

Revenons sur la notion de « culture ».

Agri-culture, api-culture, puéri et pisci-culture, la *culture* est l'action par laquelle on tente de *favoriser un processus naturel de développement biologique*.

Dans le cas qui nous occupe, il s'agit d'*humaniculture*.

Il s'agit de favoriser les processus naturels du développement de l'homme.

En quelles directions l'homme se développe-t-il ?

En bien des directions.

Or il se trouve qu'au moins en France on n'attache le mot de « *culture* » qu'au développement d'un élément particulier de la personne : la faculté d'intelligence et, plus précisément, à une forme particulière de cette faculté particulière, celle d'intelligence conceptuelle.

La « *culture* », au sens courant, en France, c'est *ce qui favorise l'aptitude au maniement des concepts*. (C'est encore, par extension, *le résultat de cette cultivation particulière.)*

Essayons de préciser.

La « culture » que nous venons de définir, où mène-t-elle ?

Elle va très loin et très profond, tout le monde sait cela. Mais, chose qu'on omet généralement de remarquer, elle n'y va pas par des voies nombreuses.

Ses voies propres sont en petit nombre.

En fait, il n'y en a que trois.

I. — Qui dit « manier des concepts » dit « penser ». Or il n'y a pas de pensée sans langage. Le domaine des *Lettres* appartient à la culture.

II. — Les concepts sont idées philosophiques, ou idées mathématiques. La culture débouche donc sur deux autres voies :

— la voie « *philo* »,

— la voie « *maths* ».

Nous arrivons ainsi à une nouvelle définition, pratique celle-là, de la « *culture* » : c'est *ce qui sert à fabriquer les professeurs de français, les professeurs de philosophie et les mathématiciens* (5). Pour ces trois formations-là un baccalauréat culturel est nécessaire. *Mais ce sont les seules*. N'hésitons pas à appuyer. Si l'on n'est pas persuadé du point, on laissera subsister une confusion semblable à celle qui est née du mot de « baccalauréat ».

L'enseignement dit « supérieur » français est en effet encombré de matières qui n'y ont pas véritablement leur place, qui n'ont été mises là que parce qu'elles ne sont ni primaires ni secondaires (Médecine, Droit, Langues étrangères, Sciences naturelles, métiers d'ingénieurs, etc.).

Ce sont là des *enseignements particuliers*. A ces enseignements de matières particulières qui, pour n'être ni primaires ni secondaires sont néanmoins en dehors du... tertiaire, en dehors du troisième degré, on doit pouvoir accéder sans être passé par la voie proprement culturelle. On doit pouvoir y

(5) Je range les gens qui s'occupent de physique dans cette dernière grande catégorie.

accéder par la voie ouverte au grand nombre des sujets, par la voie de « *maturation* ».

# Scolarité de maturation

Que doit-être l'éducation maturative ?

La question est difficile.

Cependant, il est bon d'en être persuadé, si curieux que ça paraisse, *elle n'est pas très importante.*

De quoi s'agit-il ? Nous avons vu qu'il s'agit de favoriser un *processus naturel* de développement. La tendance naturelle au développement est là ; c'est l'essentiel. Si l'effort destiné à la favoriser n'est pas très heureux, la maturation se fera quand même. Elle se fera encore, en bien des cas, même si cette action extérieure est totalement absente. (Il suffit de regarder autour de soi pour avoir maint exemple.)

Tâchons tout de même de préciser.

Dans la formation post-primaire, pour qu'elle soit la moins mauvaise possible, que mettrions-nous ?

### D'abord, du jeu

L'homme est bien des choses en même temps.

Parmi ses multiples aspects, il y a celui d'*animal social.*

Or je ne vois qu'un pays où l'on apprenne aux hommes à vivre en société, je veux dire en hommes libres consentant une discipline.

Ce pays est l'Angleterre.

Et comment fait l'Angleterre ? *Elle fait jouer.*

Quand un Anglais dit « *the Rule of the game* », la « règle du jeu », il parle de quelque chose de sérieux. On sent que ça tient à l'honneur et à la propreté.

C'est dans ses années de *collège* que l'homme anglais a acquis cette notion.

Le résultat est bon. La plupart des hommes trichent. Si l'on a affaire à un Anglais, on peut s'attendre à ce que cela n'arrive pas.

### Donner conscience de la valeur du travail fait.

Le travailleur, s'il n'est pas contrarié par une organisation inhumaine du travail, lorsqu'il a fini un travail, il est fier de ce qu'il a fait. (D'ailleurs le travail n'est considéré comme fini que lorsqu'est venu le sentiment de satisfaction.) Ce sentiment légitime est fondé sur la connaissance directe de la qualité de l'œuvre.

Or ceci n'est pas le cas pour ce travailleur particulier qu'est l'élève secondaire, tel que nous le connaissons. Celui-ci *travaille*. Mais l'objet de son travail, qui est sa propre personne, échappe à son observation. (La chose peut paraître curieuse. Mais elle est bien réelle.) Terrain lui-même, il est incapable de voir lui-même le fruit du travail du terrain.

Alors, par une illusion facile à comprendre, il se met à croire que l'objet de son travail, c'est... le « *devoir* » qu'il remettra au maître.

Or le devoir scolaire, contrairement à l'œuvre véritable du travailleur, 1° ne peut servir à rien (et l'écolier le sait bien) ; 2° l'écolier n'a pas une connaissance directe de sa valeur véritable. Il doit se fonder sur l'avis d'une autre personne, hiérarchiquement supérieure, se fonder sur la « note » du maître.

Etrange façon de former des hommes en même temps fiers d'eux-mêmes et convaincus de l'inexistence de « sauveurs suprêmes » !

D'autre part, l'écolier a vite fait de comprendre que, pour éviter de gros ennuis, la note moyenne suffit. La « moyenne », la fameuse « *Moyenne* » devient le but poursuivi. Au goût du bien, voire du très bien, sinon du parfait, naturel à l'homme, est substituée une acceptation systématique du médiocre.

De tout cela il résulte au moins... *un retard de développement de l'homme.* Privé de la fierté légitime qui devrait résulter du travail, l'adolescent se réfugie dans des activités accessoires et ridicules, comme les « chahuts », les blagues faites aux « profs », les tapages dans la rue, etc. On aboutit à une *prolongation de la puérilité.*

Pendant la guerre de 14-18, il n'y avait pas de sursis d'incorporation dans l'armée. Etudiants ou pas, les jeunes gens allaient à la caserne à dix-huit ans. Or, très clairement, dans une chambrée, les gosses qui provenaient des lycées apparaissaient plus puérils, plus chahuteurs en même temps que plus lèche-culs que les garçons du même âge venant de l'agriculture, ou de l'atelier. Ce que les Russes appellent « certificat de maturité » aurait été légitimement remplacé pour eux par une *attestation de retard à la maturation.*

A l'école maternelle, on ne retarde pas le développement de l'enfant. On le favorise. Les petits enfants apprennent à se servir de leurs petites mains et de leurs grosses petites têtes en faisant des objets, qui ne sont pas forcément petits, et dont ils peuvent être fiers (et leurs parents aussi, et leurs maîtresses) : terres modelées puis cuites, objets tressés, peintures, etc.

Ceci cesse d'être le cas dès l'âge de six ans, quand l'enfant arrive à l'école primaire. Mais peut-être n'est-ce pas alors bien grave.

Par contre, pour l'enfant du deuxième âge, pour l'enfant à qui il faut autre chose qu'une transmission de résultats, la chose peut être des plus regrettables.

Il serait donc bon à cet âge, sans négliger bien sûr de nourrir aussi une intelligence qui s'est développée, de revenir à ce qui a si bien réussi au tout premier âge.

D'une manière générale, il faudrait tendre à ce que l'enfant soit, dans une large mesure, *juge lui-même de la valeur de son travail,* à ce qu'il se sente moins « noté » par un homme que *contrôlé par les faits.*

*Le travail sur la matière aura donc une place importante, à côté du travail sur les idées.*

Je verrais :

ATELIER. Fer, bois, cuivre, moteurs, etc., avec aperçu historique des techniques. (Travail sans spécialisation d'abord, puis spécialisation permise.)

DESSIN, sous toutes ses formes. (Il n'y a pas de pensée sans langage. Le dessin est une sorte de langage, souvent très éloquent.) Machines à dessiner.

VISITES D'USINES. STAGES en usine, ou aux champs, ou dans les mines, ou sur les bateaux...

Elaboration, au moins terminale, d'un petit « CHEF-D'ŒUVRE ».

*Au point de vue intellectuel :*

FRANÇAIS, beaucoup. Toujours pour la même

raison : pas de pensée sans langage. (Il serait bon, bien sûr, d'enseigner un *français* moins absurde que l'actuel dans sa grammaire et sa graphie. Mais ceci dépasse notre question.)

CALCUL. Arithmétique et algèbre du premier degré. Notion de logarithmes et règle à calcul. Graphiques.

GEOMETRIE (plane et dans l'espace) désintellectualisée, c'est-à-dire faisant appel le plus possible à la compréhension intuitive, réduisant au minimum ces terribles « démonstrations » qu'on nous a imposées et sur la rigueur desquelles les mathématiciens font aujourd'hui bien des réserves.

...On dira que ça fait court, au point de vue maths, pour un homme moderne, ce que je viens de dire là. On aura raison. Nous avons dit « algèbre du premier degré ». Cette algèbre-là rend compte de certains phénomènes qui vont toujours dans le même sens, et de la même façon. Or cette manière d'aller se rencontre rarement dans la réalité. (Ainsi les communistes usent beaucoup en leur propagande du « *de plus en plus* ». Mais ils sont amis du « *zigzag* » et des « *tournants* », pour ne pas parler des changements d'épaule subits, phénomènes bien dégoûtants chez eux, mais dont il y a maint exemple dans la nature, « discontinuités » mathématiques.)

Alors, voici ce qu'il me semble qu'on pourrait proposer :

L'étude des variations des phénomènes (étude des « fonctions ») ne serait pas laissée de côté. C'est trop important ! Mais elle ne serait pas envisagée en classe de maths, dans le vide. On l'aborderait, pour chaque fonction, à l'occasion de l'étude de phénomènes auxquels elle s'applique. La chute des corps permettrait d'envisager la fonction du deuxième degré, avec — c'est très utile — l'idée de dérivées, qui prend ici une forme presque sensible (vitesse et « accélération »). Le mouvement du pendule conduirait aux fonctions « circulaires », dont l'application au courant alternatif viendrait sans tarder. La compression des gaz, avec la célèbre « loi de Mariotte », peut faire dire de l'hyperbole tout ce qu'il en faut savoir. Et la fonction exponentielle, qui est représentative de tant de phénomènes physiques — mais qui se trouve sottement proscrite de l'enseignement secondaire actuel — on pourra aussi en donner une idée, ainsi que de sa réciproque, la fonction logarithmique.

De ces diverses *fonctions*, on ne fera pas une étude approfondie. *On cherchera surtout à faire saisir l'allure de la courbe*. Il sera bon que l'exposé soit confié non au prof' de maths, mais au maître chargé de la physique.

...Ainsi les élèves ne seront peut-être pas portés à penser — comme la plupart des hommes « cultivés » d'aujourd'hui — que les mathématiques sont une grande machine qui est née dans le vide et continue d'y tourner, tout en étant susceptible de trouver dans le réel des applications obscures, auxquelles on adhère par acte de foi.

Ceci dit, qui en finit avec la question maths, revenons à notre programme « maturatif tout venant ». Que mettra-t-on en PHYSIQUE ?

On mettra, à peu près, ce qu'il y a dès maintenant en « seconde » et en « première ». On insistera sur les notions de base de Mécanique (travail, puissance, équivalences énergétiques, rendements, dégradation de l'énergie). On fera faire notablement plus de « travaux pratiques » qu'aujourd'hui, le but principal étant de montrer la relativité des mesures et la sottise des divisions poussées à plus de décimales qu'il ne faut.

Pour les *matières secondaires :*

HISTOIRE, un peu ;

GEOGRAPHIE, un peu plus ;

SCIENCES NATURELLES, à peu près autant ;

LANGUE VIVANTE, une (de préférence l'anglais).

Ce programme que nous venons d'esquisser, ne serait-il pas applicable, dès maintenant, dans les Ecoles Nationales Professionnelles ? Il ne comporterait pas, pour elles, de grandes nouveautés.

Cependant n'oublions pas que partout, quelle que soit l'origine de l'établissement envisagé, il faudra, dans le nouveau régime, en plus des activités multiples que nous venons d'essayer de déterminer, beaucoup de JEUX.

Et ces jeux devront être, principalement, des jeux *collectifs*.

...Ponocratès, chacun sait ça, avait « institué » le jeune Gargantua en une « discipline » remarquable, très supérieure à celle des lycées modernes, mais non aussi bonne que possible. Jeux et exercices physiques étaient variés à l'envi. Mais ils restaient *individuels*. Le fils de Grandgousier était enfant unique, je sais bien. Mais pourquoi le faire grandir en dehors de toute société enfantine ? Le fait est surprenant de la part de l'homme avisé que fut son père spirituel.

## Boutons de mandarin...

Les jeunes gens — et jeunes femmes — qui auront reçu la formation que nous venons d'esquisser, à quelles carrières seront-ils aptes ?

Mais à peu près à toutes !

Certains ne chercheront pas autre chose que le métier dont ils auront pris une bonne connaissance initiale à l'école.

D'autres préféreront faire quelques années d'études supplémentaires, d'études « supérieures », dans le sens abusif que nous avons vu qu'on donne aujourd'hui à ce mot. Ils pourront faire du Droit, de la Médecine, de la Pharmacie, de la Chimie, des études d' « Ingénieurs », etc.

Et ainsi la France cessera d'être le seul pays qui manque d'ingénieurs par sa propre faute.

En France, il y a, tout autant qu'en U.R.S.S. et aux U.S., des jeunes gens très capables de devenir de bons ingénieurs. Mais, devant chacun d'eux et le métier qu'il pourrait faire, la France dresse un barrage, le barrage mathématique.

S'il n'y avait pas eu la Révolution, si la France avait continué à vivre sous des princes d'une ignorance universelle, on n'en serait pas là. Mais il y eut un parvenu, nommé Napoléon, qui était un jeune homme un peu matheux. (En fait, il ne devait pas savoir lourd.) Celui-ci se prit d'admiration pour un presque vieux monsieur (Monge), qui avait réputation d'habileté ès mathématiques et qui s'intéressait aux questions d'enseignement. Dès lors il était inévitable que des maths fussent mises partout, en agronomie par exemple, et dans la formation du capitaine d'infanterie... Après quoi, par un phéno-

mène de majoration (6) automatique et explicable, le barrage mathématique exigé a pris des proportions *déraisonnables.*

Les officiers de la *Royal Navy* n'ont jamais su autant de maths qu'un candidat à l'Ecole navale française. Cependant on n'a pas entendu dire qu'au service à la mer ils fussent inférieurs. Et il n'y a pas de Darlan anglais.

Les « maths » — comment ne le voit-on pas ? — jouent pour l'ingénieur français le rôle que jouaient les « caractères » chinois pour les fonctionnaires de l'ancienne Chine, de la Chine d'il y a dix ans. Plus on connaissait de « caractères », plus on recevait de « boutons de mandarin ». Et plus on pouvait avoir de fonctions importantes.

Il est bien vrai que connaissance des « caractères » et connaissance des maths ne sont pas permises à tout le monde. (Du moins je me le suis laissé dire en ce qui concerne les caractères.) L'une et l'autre prouvent une belle intelligence.

Mais est-il vraiment nécessaire que les gens intelligents à qui seront légitimement confiées certaines catégories de fonctions passent des années à s'occuper de tout autre chose que ce qui pourrait être relatif à leur future activité ?

## Section " culturelle "

Venons à l'enseignement, ou plutôt aux enseignements proprement « *culturels* » *(français-philo* et *français-maths).*

A qui s'adresseront-ils ?

A un nombre restreint de sujets. (Nous l'avons dit, mais on peut le redire.)

Aux futurs professeurs de Lettres et professeurs de Philosophie, d'une part. Aux futurs mathématiciens et physiciens, d'autre part.

Bien entendu, l'engagement ne devra pas être impératif et limitatif. Un bachelier culturel, si ça lui chante, on ne lui interdira pas de faire de la Médecine, ou du Droit. Il ne sera jamais mauvais que parmi les médecins et les juristes il y ait des personnes intellectuellement cultivées.

Cependant il sera bon de veiller à ce que les gens qui choisiront ces voies de dérobade aient pris l'option français-philo plutôt que l'autre. L'actuel « baccalauréat math élém » est en effet une erreur. Qui dit *élémentaire* dit début. Or un début n'est pas terminal.

Les gens qui, après s'être intéressés à un bac math élem, se trouvent avoir bifurqué gardent toute leur vie le sentiment d'une certaine frustration. Ils venaient de mettre le pied sur une voie difficile et royale et puis, tout d'un coup, tout a disparu pour eux, sans aucun espoir qu'ils puissent reprendre le chemin... La différence avec le bac philo est grande. Lui, il ne commence pas un cycle. Il en clôt un. Mieux, il permet au sujet, s'il arrive que ça lui dise, de reprendre l'étude après des années.

Les maths, on les oublie de plus en plus avec les années et le sédiment qu'elles laissent est sans aucune utilité. La philo, elle, pénètre l'intelligence — j'oserais presque dire *la personne* — toute entière. Et même quand on la croit bien oubliée, il n'y a pas retour au *statu quo ante*.

### Grec, latin, maths...

Donc, dans le corbillon de cette fort particulière section, que mettra-t-on ?

On pourra ne pas lésiner.

Je verrais quelque chose comme l'actuelle section A' du baccalauréat. C'est la section la plus chargée de substance. Elle comporte autant de Lettres qu'il y en a chez les littéraires, et autant de maths que chez les « scientifiques ». Elle fait, par sa nature même, une certaine sélection des candidats. Et c'est là qu'il y a le moins d'échecs.

Donc il y aura latin, grec, maths, comme matières principales.

LATIN, pourquoi ? Pour un sujet médiocre, un sujet qui n'arrivera jamais qu'à ânonner sur un texte en mettant non-sens sur contre-sens, les innombrables heures passées sur du latin ne sont pas utiles. Elles sont nuisibles, abêtissantes. Mais pour un bon sujet, un sujet capable d'arriver à une interprétation à peu près correcte d'un texte, il me semble qu'il en va autrement. L'expérience montre que l'élève n'arrivera là que s'il connaît *à fond* sa grammaire latine. Or la connaissance approfondie d'un mécanisme verbal, ça ne peut pas être inutile à qui veut faire des Lettres.

Pour la même raison, notre candidat devra prendre quelque connaissance d'une autre langue, de préférence une langue un peu difficile, comme l'allemand, l'arabe régulier, ou l'hébreu. Il ne s'agira pas de *savoir* cette langue, mais de ne pas ignorer sa... physiologie.

(Pour l'anglais, je n'en conseille guère, pour ces élèves-là, l'enseignement à l'école. Ils en apprendront toujours assez tout seuls, forcément, pour ce qui leur sera utile dans la vie : lecture de publications, congrès, voyages en Amérique et en Angleterre.)

Pour le GREC, la raison de ne pas le négliger est autre. L'intérêt de la pensée exprimée passe ici celui de l'outil verbal. L'élève devenu philosophe devra vivre avec Platon, plus encore que le littéraire dans l'*Iliade*. Et il ne sera pas mauvais que le mathématicien ait un Archimède à portée de main.

(Il sera bon d'ailleurs de changer l'ordre d'importance traditionnelle des deux langues « classiques », de mettre le grec d'abord, le latin en deuxième place. Pour l'Eglise romaine dont c'est la langue, du moins en Occident, ce n'était pas idiot de mettre le latin au premier rang. Ce le fut de la part des laïcs, qui prirent la suite des Jésuites.)

Pour les MATHS, il me semble que les programmes actuels sont un peu au-dessous de ce qu'il faudrait.

Cependant, c'est surtout *la manière d'enseigner* qui devrait être revue.

Les choses se passent actuellement comme *si on*

(6) Avec le temps, il n'y a guère que deux processus : dévaluation ou majoration. Les courbes représentatives décroissent ou croissent. Du moins entre certaines limites. Après quoi, il y a changement de direction, ou rupture... N'est-on pas arrivé à la zone de rupture aussi bien pour l'hypertrophie mathématique des concours d'ingénieurs que pour la dévaluation du « bac » ?

Après le « bac », un autre titre est entré en dévaluation. C'est celui de professeur de Lettres. On parle de créer une « Agrégation de Lettres modernes ». Elle verra le jour, soyons-en assurés, malgré les résistances actuelles. Après quoi il ne restera qu'à trouver un autre nom pour ce qui existe encore aujourd'hui sous le nom d'agrégation de Lettres.

*avait trop* de temps, ou comme si on voulait *retarder* la formation mathématique.

Que d'heures perdues en seconde sur des problèmes-devinettes ! La « géométrie cotée » de première, à quoi sert-elle ? Pourquoi faire retenir par cœur, dans cette même classe, des formules compliquées de trigonométrie sans laisser entrevoir qu'elles peuvent servir à quelque chose ? L'écolier primaire que l'on ennuie avec la « table de multiplication », il sait du moins qu'elle lui sera utile pour des calculs... La partie importante de l'algèbre de première, l'étude de trois variations, elle pourrait être simple et enrichissante. Comme on interdit l'emploi des dérivées, on aboutit à une exposition lourde, mal compréhensible, rebutante, impossible de garder en la mémoire. L'établissement des formules qui permettent de calculer les volumes (sphère (7), pyramide, cône, etc.) appelle les mêmes épithètes, alors que la présentation serait, au sens propre du mot, *in-oubliable*, si l'on permettait d'employer la méthode qui convient. Mais celle-ci est jalousement cachée dans un placard dont on ne sortira la clef qu'après le « bac » !... Il existe une section « *moderne* » du baccalauréat. Le mot, hélas, ne veut dire que « sans latin », puisque ces candidats-là, comme les autres, restent confinés dans Euclide et dans l'algèbre moyenâgeuse. Ils seront lâchés dans la vie sans avoir reçu la moindre connaissance de ce que Newton et Leibniz ont pu faire à la fin du XVIIe siècle et qui a si fortement marqué la pensée mathématique des deux siècles suivants. (Ils sont ainsi condamnés à rester à peu près étrangers à la physique du XIXe siècle.)

Ainsi, dans les régiments de cavalerie, on oblige les recrues à monter sans étriers ni bride, comme l'homme primitif. Le dégoût de l'équitation que certains garçons gardent est définitif.

Autre point. Les mathématiques ne sont pas que des idées et des raisonnements. Ce sont des idées que l'on cherche à transmettre et des raisonnements que l'on cherche à faire admettre. Elles sont donc, pour une large part, *exposition*.

L'enseignement devra donc s'attacher à *la qualité de l'exposition*... Il m'est arrivé de rêver d'un examen où la note de « français » dépendrait des qualités d'exposition manifestées dans les compositions de maths et de physique. Des professeurs m'ont dit que c'était utopie. N'en parlons donc plus... Mais n'oublions pas que le point est important !

Il faudra encore ne pas négliger, pour chaque question mathématique, l'*aperçu historique*.

En ma jeunesse, les élèves des Ecoles normales d'instituteurs chantaient qu'

« Un jour, l'vieux Démosthène,
En un... musée d'Athènes
En...bêtait Cicéron. »

Moi, je voulais bien... Mais je ne cessais de me demander comment l'action, si l'on peut dire — je n'ose dire la passion — alléguée pouvait être attribuée à une personne qui, avant d'être en état de s'y prêter, avait encore près de deux siècles à attendre dans les limbes prénatales.

Eh bien l'enseignement secondaire des mathématiques fait une salade pire encore. Auteurs moyenâgeux, contemporains, antiques sont présentés sur le même plan, un plan irréel, où ils ont perdu toute humanité. Plutôt que comme une œuvre humaine, les mathématiques apparaissent alors comme une suite, sans logique interne, de révélations.

Il importerait tout de même de les placer dans l'histoire humaine, dans l'histoire de l'effort humain.

Même les « littéraires », il me semble, ne seraient pas insensibles à cette *histoire de la pensée*... On éviterait peut-être ainsi des bourdes comme celle que je trouve dans une « littérature » à l'usage de mes gosses : l'*Histoire illustrée de la Littérature française*, de MM. Abry, Audic et Crouzet. Survolant l'histoire intellectuelle du XIXe siècle, ces agrégés très distingués (mais oui !) écrivent : « Monge (1746-1818) et Laplace (1789-1827) *ferment avec éclat l'ère des grandes découvertes mathématiques.* »

...Il est un peu fort de faire des deux hommes cités des découvreurs éclatants. Il est plus fort encore de dire qu'après eux il n'y a rien eu. Nos auteurs ignorent donc tout du considérable progrès mathématique de leur temps. Et ils n'ont même pas l'idée de concevoir un doute sur un avis qu'ils sont amenés à émettre en une matière qui leur est étrangère ! De ce fait, ils trompent chaque année, la conscience tranquille, des milliers de jeunes gens. Simone Weil voulait des tribunaux pour ce genre de délit contre l'esprit. Socrate, dit corrupteur des jeunes, a bu la ciguë... Moi, je ne suis pas répressif. Mais j'aimerais que l'enseignement soit tel que les gens devenus professeurs pussent aisément concevoir l'idée que leurs collègues de la Faculté d'à côté ne sont peut-être pas tous, forcément, des perroquets.

Nous venons d'examiner les grandes matières du « programme ». Finissons-en.

Bien entendu, les enfants que nous envisageons ici, comme ceux de la série « maturation », *on les fera jouer*. Et on ne les frustrera pas de toute *activité manuelle*. Ils ne pourront pas donner à l'atelier autant d'heures que leurs camarades ; ils devront du moins prendre connaissance des divers outils. Il leur sera bien utile, dans la vie, de savoir faire un point de soudure, tenir une lime, changer un robinet, faire un trou dans un mur, passer du ciment, scier un bois...

Pour les matières secondaires intellectuelles (histoire, géographie, sciences naturelles), il n'y aura pas de programme imposé. (C'est une manière d'éviter l'hypertrophie délirante.) Les élèves en prendront la dose qu'ils voudront.

L'adolescent qui viendra de passer ce premier *bachot* (mais on l'appelera autrement) (8) aura devant lui une large possibilité de choix : recherche littéraire, recherche scientifique.

Est-ce à dire que les gens qui voudront faire de la recherche scientifique devront, obligatoirement, être passés par la filière que nous venons de dire ?

Bien évidemment non. Des sujets se révélant doués, mais qui, par suite d'une erreur initiale, n'auront pas suivi la filière devront pouvoir, sans latin ni grec, être admis dans une classe préparatoire à math élem.

(7) Amende honorable. On me dit que depuis quelque temps le « volume de la sphère » ne figure plus au programme. On demande seulement au candidat de savoir la formule. Ainsi fait-on à l'école primaire.

(8) « Certificat d'aptitude à la préparation à la recherche culturelle ? »

### Egaux, mais différents.

Le bac est mort par suite d'une sottise très française, qui est la tendance à l'uniformisation, la confusion entre égalité et identité.

*Les hommes sont égaux.*
*Ils ne sont pas les mêmes.*

Quand la bourgeoisie avait à peu près seule accès aux lycées, elle a voulu mettre *tous* ses garçons sur les bancs de ces établissements. Le résultat ne pouvait pas être bon. Il a fallu créer des sections allégées ( « Moderne », section B) qui, déjà, tendaient à ne laisser subsister du « baccalauréat » que le nom d'un examen.

Avec l'Ecole unique, avec le recrutement beaucoup plus large, la sottise a été portée au deuxième degré. « *Tout le monde au bachot* » devait amener la mort du bachot.

Il y a longtemps que nous avions prédit cette mort.

Il est maintenant temps de penser à ce qui devrait venir *après*.

Et puisque la sottise est venue d'une confusion, sachons que la réforme, la révolution nécessaire devra être à base de discernement.

*Cuique suum !* A chacun ce qui lui revient, comme dit le petit Larousse.

J. PERA.

# Une opinion sur le fétichisme nationaliste en France

Le monde occidental subit actuellement une crise dont les interprétations diverses sont davantage fonction des conditions et des intérêts particuliers de chacun des partenaires que d'une volonté de rechercher les conditions d'une vie commune.

Au vrai, nous vivons sur une équivoque dont on a pu constater, ces derniers temps, tout le danger et qui, si elle devait se prolonger, serait grosse de périls pour le monde libre, donc pour nous. Nous, Français, nous nous affirmons de fervents partisans de la construction européenne, nous progressons d'une démarche incertaine vers cette nécessité, que nous reconnaissons indispensable et supérieure, de l'extension des organisations européennes ; par notre participation à l'O.T.A.N., nous admettons la nécessité de mener une politique qui, dépassant les intérêts nationaux, contribue à assurer la défense collective du monde libre.

Mais, à côté de ces tendances de dépassement supranational, existent encore de puissantes forces réfractaires et apparaissent, plus ou moins consciemment, des résurgences de nationalisme chatouilleux, cocardier, arrogant. Il serait sans doute téméraire d'affirmer que, même parmi ceux qui se réclament de l'Europe, tous ont détruit les vestiges les plus insidieux d'un nationalisme étouffé, engourdi.

Non seulement, en France, nous continuons à penser national, mais nous agissons et réagissons comme dominés par la nostalgie de notre passé plutôt qu'animés de la volonté de dépasser le présent pour construire l'avenir.

Aux problèmes qui nous sont posés, chaque fois que notre responsabilité est en jeu, interviennent nos réflexes nationaux traditionnels, nous opposons notre glorieuse histoire et, nous drapant dans des formules périmées, nous prétendons jouer les matamores.

On a pu entendre et lire au cours de ces dernières semaines les affirmations et protestations les plus insolemment nationalistes que l'on ait ouïes ou lues de longue date. Certains vont jusqu'à exiger que la France rompe avec ses alliés, fasse seule « sa » politique, sans se soucier de ses partenaires de l'OTAN, et certains mêmes embouchant le clairon vert-de-grisé de Déroulède, l'astiquant frénétiquement, assimilent le cas de l'Algérie à celui de l'Alsace-Lorraine.

Sans doute, vivons-nous une période de transition, et le propre d'une telle période étant que le passé se projette sur le présent, il est normal que, comme dans tous les autres domaines, la politique ne soit pas exempte de contradictions.

Cet état d'esprit ne se rencontre pas exclusivement en France et on en pourrait trouver de nombreux témoignages et manifestations dans les attitudes et décisions politiques et économiques de tous les pays, mais c'est sans doute en France qu'il s'exprime de la façon la plus criante, qu'il affecte le ton le plus provoquant de dignité outragée.

Toutefois la politique étant l'art du choix, il nous faut savoir évaluer les conditions de ce choix, ses exigences et les renoncements qu'il implique.

La France fait partie de diverses organisations internationales répondant soit à des nécessités actuelles, soit à des formules d'avenir. Quels que soient les défauts qu'elles présentent, elle y a adhéré. Il serait donc normal que rien ne soit fait qui intéresse ses partenaires sans leur consultation.

Au moment de l'affaire de Suez, France et Angleterre, sans pour autant parvenir à synchroniser leurs actions, ont agi sans informer leurs alliés, mettant leur partenaire américain — qui pourtant assume la plus lourde charge dans la défense du monde libre et est comptable aussi bien de leurs erreurs que des siennes propres — dans une situation impraticable, inacceptable dans le cadre de la politique qu'elle s'efforce d'articuler et d'équilibrer vis-à-vis du monde musulman, situation à ce point intenable que bientôt la France s'est trouvée isolée, désavouée et qu'il lui fut imposé par les faits de revenir en arrière.

Plus tard, ce fut le problème de la fourniture des armes à la Tunisie qui fut en cause, et nous prétendons — alors que, plus que d'autres peut-être, nous devrions savoir combien il est difficile de mener une politique musulmane possible, valable — limiter cette question au domaine strictement franco-tunisien et refuser à nos partenaires du monde libre le droit d'en juger autrement et d'envisager les relations avec le monde arabe au delà, et en dépit peut-être, des seuls intérêts de la politique nationale française.

Sans doute, sous l'angle français, et strictement national et conservateur, sous l'angle de la lutte — intestine au point de vue de nos institutions juridiques, nationale à celui des rebelles — que nous menons en Afrique du Nord et de notre prestige d'anciens protecteurs, la France a-t-elle quelques droits et ses difficultés méritent-elles quelque attention.

Demander à la nation française d'accepter que ses alliés américain et anglais effectuent des livraisons d'armes à la Tunisie — par elle cependant reconnue indépendante, ou que, revenant sur ses décisions précédentes, elle consente à en livrer elle-même sous contrôle — le jour même où, dans l'Est constantinois, une patrouille tunisienne ouvrait le feu sur ses troupes et où des terroristes tunisiens tuaient ses soldats à Batna, cela ajouté à la crainte de voir une partie de ces armes passer les frontières tuniso-

algériennes et aller renforcer les moyens d'action de la résistance des rebelles en Algérie, juridiquement terre française, peut paraître un défi, voire une provocation, à certains même une trahison.

Mais si, par ailleurs, nous nous tournons vers nos alliés et — nous rangeant à leur point de vue — tentons d'analyser leur position, elle apparaît également logique et irréfutable

Tout d'abord, la stratégie américaine vis-à-vis des pays musulmans n'est pas nouvelle, elle a été définie et affirmée de longue date, elle fait partie de la lutte contre l'emprise communiste. A travers bien des vicissitudes, des maladresses directes ou par ricochet, l'Amérique tente de préserver le monde arabe de l'attribution directe ou insidieuse que le bloc soviétique exerce ou tente de projeter auprès de tous les pays sous-développés. Elle tente, non seulement de les en préserver, mais plus encore de les attirer dans le sillage du monde libre. C'est un jeu difficile, subtil et qui implique des sacrifices de la part de tous et peut imposer des concessions de prestige. Et s'il est normal qu'il soit mené collectivement, n'oublions cependant pas que ce sont les Etats-Unis qui supportent la plus lourde part dans la défense commune de l'Occident, ce qui les autorise à prendre des initiatives que la réalité de leur puissance justifie. C'est de leurs décisions et de l'efficacité de leur action qu'en dernier ressort dépend la défense du monde libre, ce qui, alors que nous nous référons à des intérêts étroitement nationaux, coûteux, dangereux pour les autres, compte aussi et sans doute davantage pour les hommes de l'Occident.

Les pays arabes et, particulièrement, la Tunisie, ont évidemment beau jeu de pratiquer la politique de chantage : « Si tu ne me donnes pas ce que je demande, je le demanderai à d'autres, qui s'empresseront de me donner ce que tu me refuses. » Il n'en reste pas moins que cette alternative n'est pas qu'une vaine menace. Ceux qui, en dernier recours, en assumeront les conséquences, ne peuvent, au nom de la solidarité avec un seul — empêtré dans des difficultés internes qu'il ne sait ou ne veut résoudre — entraîner l'ensemble de la communauté vers une aventure qui risquerait de rejeter vers l'adversaire commun les peuples qu'ils ont encore une chance d'attirer à eux, d'aider. Le jeu peut sans doute se révéler parfois serré et cruel, cynique diront certains qui tentent de confondre des intérêts de groupes avec une politique de gouvernement, maladroite parfois, nous en convenons. Et imputer des objectifs sordides et strictement compétifs à une nation qui, en quinze ans, a imposé à ses citoyens la plus forte contribution à l'effort de défense et d'équipement du monde libre est vite fait.

Nous serions tentés de dire que s'il est légitime que la nation « France », au nom de ses intérêts individuels, conteste à ses amis le droit de fournir des armes qui peuvent se retourner contre elle, de même et aussi légitimement les amis de la France sont autorisés et avisés en ne laissant pas les Russes pénétrer plus avant et élargir leur zone d'influence, préservant du même coup la France.

Le caractère de la lutte engagée entre l'Ouest et l'Est, entre monde libre et totalitarisme ne permet pas de multiplier les fautes. On a suffisamment reproché aux Américains d'en avoir commis — ce qui est certain, quoique pas toujours de leur seul fait — pour ne pas les contraindre, par des attitudes butées, incompréhensives ou boudeuses, à en couvrir ou à en commettre de nouvelles.

Dans cette affaire de fournitures d'armes à la Tunisie, comme ce fut le cas lors de Suez, nous prétendons imposer la politique du fait accompli, mettant nos partenaires en face de situations irréversibles et les acculant à les endosser ou à nous désavouer. Comprenons aussi leurs réactions, qui sont au reste, en démocratie, celles de leurs peuples.

Il en est de même lorsque nous prétendons, au titre d'un juridisme assez récent et de notre passé de bons et humains colonisateurs, que le problème algérien demeure exclusivement un problème français et que nous dénions à nos alliés le droit d'analyser la situation, d'en évaluer les répercussions, de porter des jugements, de nous donner avis ou conseils.

Nous ne pouvons prétendre demander à nos partenaires du monde libre qu'ils ignorent « notre politique de pacification en Algérie » dont, par ailleurs, ils sont appelés à subir les répercussions, qu'ils acceptent de ne pas la connaître alors qu'elle affecte, par ricochet, tout l'équilibre précaire et mouvant qu'ils tentent d'assurer dans le monde arabe et en Afrique, qu'ils fassent prévaloir les intérêts exclusifs et à courte vue du nationalisme français sur les intérêts de la communauté occidentale et des peuples encore libres.

La même erreur se produit quand nous prétendons traiter nos relations avec les territoires d'outre-mer sur le plan bilatéral au moment où nous nous intégrons à l'Europe.

Qu'il s'agisse là d'une question actuellement moins imminente, jusqu'ici moins brûlante, c'est sûr. Il n'en demeure pas moins qu'au moment où la France prélude à son intégration européenne et alors qu'elle participe à des organisations de coopération atlantique, la solution des relations avec nos anciennes possessions coloniales ne peut se régler sur les mêmes bases que lorsque nous pouvions nous prévaloir de la primauté de la souveraineté nationale, lorsque, métropole, l'Etat français disposait de l'autorité et d'une force suffisante pour faire respecter ses droits de suzerain. Au moment où des peuples jeunes, aspirent légitimement au bien-être et — au nom de nos propres principes — revendiquent une autonomie progressive exigeant un nouveau statut, alors que nous sommes financièrement, économiquement, et en grande partie techniquement hors d'état de leur apporter les moyens d'un développement dont ils ont besoin, et vers quoi la dynamique même du jeu démocratique les a menés, ne serait-il pas sage, prudent de rechercher audacieusement les bases de leur intégration à une formation plus large dans le cadre européen déjà plutôt que d'attendre qu'ils ne nous l'arrachent pied à pied ou de haute lutte si le désespoir les conduit vers les exigences plus catégoriques, si, las d'attendre une bonne volonté marchandée et souvent reprise, ils arrachent brutalement leur indépendance dans un climat de rancœurs et d'hostilité.

**René MICHAUD.**

---

# L'actualité de la Charte d'Amiens

En publiant une deuxième édition de la brochure de **Roger Hagnauer : « L'Actualité de la Charte d'Amiens »** parue en 1958 pour le cinquantenaire de la Charte, l'Union des Syndicalistes veut alimenter le débat sur le syndicalisme, dont certains affirment qu'il a perdu toute efficacité alors que d'autres ne voient pas d'unité possible, hors du respect de la Charte d'Amiens.

L'auteur a tenté de situer la Charte dans la réalité économique et sociale de son temps ; de définir les idées qu'elle représentait. Il s'agit d'apprécier l'évolution de 1906 à 1956.

Ainsi verra-t-on ce qui a changé et ce qui demeure. On pourra ainsi écarter du syndicalisme de 1906 ce qu'on lui a attribué abusivement et rechercher les possibilités de sa renaissance.

On trouvera aussi dans la brochure une préface de 1956, un compte rendu du Congrès d'Amiens écrits en 1956, l'une et l'autre par le vétéran du syndicalisme : **Pierre Monatte.** On y trouvera aussi le texte de la Charte et le manifeste de l'Union des Syndicalistes.

La brochure : 100 fr. ; par colis de 20 : 1.200 fr. Adresser les commandes à Marchetti, 1, rue Dulaure, Paris-XX^e^. C.C.P. 7473-08.

# Notes d'Economie et de Politique

## Le pourrissement de l'Occident

### FRANCO C'EST LE « MONDE LIBRE »

Voilà donc qui est entendu : Franco est admis à part entière dans les conseils du « monde libre ». Eisenhower consulte le ministre des Affaires étrangères espagnol, venu tout exprès à Londres, avant de se rencontrer avec Khrouthchev, et il écrit au caudillo, dans une lettre publique que « sa présence, son prestige *(sic)* sont utiles pour forger l'unité » de l'Europe occidentale !

Franco qui a écrasé le peuple espagnol grâce à l'aide des armées de Hitler et de Mussolini, Franco qui n'a pas cessé jusqu'au jour de leur ultime défaite de se solidariser avec ses deux prédécesseurs dans la dictature, Franco dont le régime est la combinaison la plus épouvantable du totalitarisme religieux et du totalitarisme étatique, Franco qui règne sur un peuple d'affamés, exploité par les classes les plus parasitaires du monde, Franco dont la machine bureaucratique et militaire ne peut continuer à tourner que grâce aux dollars que l'Amérique lui verse chaque année (un milliard en six ans) ; le voici la dernière recrue du monde libre ! Washington ne saurait prendre d'initiative en matière de politique extérieure sans le consulter, et son « prestige » est déclaré indispensable à l'Europe !

### L'HOMME DE BUDAPEST A WASHINGTON

Dans quelques semaines, cela fera trois ans que les bolcheviks russes écrasaient sous les tanks la révolution des conseils ouvriers de Budapest, comme ils avaient écrasé quelque trente-cinq ans auparavant la révolution des soviets ouvriers de Cronstadt.

Le monde alors s'indigna ! Le « monde libre », officiel et pas officiel. Et les résolutions de pleuvoir, et les condamnations de s'accumuler ! Chacun cherchait à être plus violent que le voisin : l'O.N.U., les gouvernements, les associations, les individus, et même nombre de communistes qui se désolidarisèrent en cette occasion de leur parti. L'unanimité de l'Occident, ou presque, semblait donc être faite pour mettre au ban de la société occidentale les responsables de la tuerie hongroise, dont le principal était Khrouchtchev, czar de Russie.

Aujourd'hui, moins de trois ans après ce déluge d'indignations, le principal représentant de l'Occident, le président des Etats-Unis, invite, la bouche en cœur, le boucher de Budapest à bien vouloir venir lui rendre visite ! Et tout l'Occident d'applaudir ! Seuls les réfugiés de Hongrie ne participent pas à cette allégresse, aussi ces « martyrs de la liberté » d'hier ne sont plus considérés aujourd'hui que comme d'indésirables trouble-fêtes.

Avec cette hypocrisie invétérée des chrétiens, et plus encore peut-être des chrétiens protestants, les Américains font dire des prières pendant une semaine pour les « nations captives », mais ils suppriment en même temps tout espoir de libération pour ces nations, en leur montrant qu'elles ne peuvent plus compter sur la seule aide extérieure qui aurait pu leur venir.

### LA LETTRE DE CACHET ET LE HUIS-CLOS

Pendant ce temps, la France continue à vivre, sans qu'aucune protestation importante ne s'élève, sans même qu'on paraisse s'en apercevoir, sous le régime de la lettre de cachet et du huis-clos. Le régime sous lequel quiconque peut être appréhendé et privé de sa liberté sans jugement pour un temps indéfini ; le régime sous lequel les tribunaux peuvent rendre la « justice » sans contrôle, dans un huis-clos presque total, puisqu'aucune des quelques personnes qui ont eu la possibilité de suivre la conduite d'un procès n'est autorisée à en rendre compte à l'opinion publique.

Une femme, la première Française, est envoyée vivre, peut-être pour le restant de ses jours, sans jugement, dans une petite ville du Massif central — où on ne lui verse même pas, si je ne me trompe, la maigre allocation que Mussolini attribuait à celles et à ceux qu'il envoyait pareillement en résidence forcée, dans les Abruzzes ou sur les îles — sans que personne, ou presque, s'en émeuve.

Les camps de concentration, la résidence forcée, en Italie, c'était le fascisme ! Mais, en France, n'est-ce pas, ce ne saurait être le fascisme !

Avec la législation républicaine, un livre comme *la Gangrène* aurait été l'objet d'un large débat, et au besoin, d'une condamnation publique. En premier lieu, le livre aurait été mis en vente, la saisie préventive n'existant pas ; en second lieu, ses auteurs auraient été poursuivis pour diffamation à l'égard d'agents de la force publique et l'affaire serait venue devant la Cour d'Assises où les inculpés auraient pu faire la preuve de leurs accusations puisqu'elles étaient portées contre des fonctionnaires. Ces séances de la Cour d'Assises auraient été publiques et le compte rendu en aurait été fait librement par la presse, sans aucune prohibition d'aucune sorte.

Mais aujourd'hui, on a bien ouvert, paraît-il, une information judiciaire, seulement tout s'est passé entre quatre murs, dans le secret des bureaux du Palais de Justice, avec interdiction, en vertu des fameuses ordonnances, de rien publier en dehors de ce que l'on vous invitait à en dire.

Lorsque la justice est ainsi rendue secrètement, que tout se traite dans le huis-clos des administrations intéressées, il n'y a plus guère de différence entre une décision de justice et la lettre de cachet. Le contrôle de l'opinion publique est la seule garantie que la justice soit la justice.

***

Or, répétons-le à nouveau, ce qu'il y a d'essentiel dans la civilisation occidentale, ce pour quoi les peuples d'Occident ont combattu pendant presqu'un millénaire et ce qu'ils étaient parvenus à acquérir à peu près partout au commencement de ce siècle, c'est *la garantie de la liberté individuelle*, l'assurance que doit avoir chacun de ne pas être privé de sa liberté autrement qu'en vertu d'un jugement rendu après débats

contradictoires soumis à toute la publicité possible.

C'est cela qui, de temps immémorial, a opposé l'Occident à l'Orient. En Occident, le Droit, ou tout au moins la lutte pour le Droit ; en Orient, l'Arbitraire, le souverain disposant selon son bon plaisir des personnes comme des biens de ses sujets, et personne n'y mettant en doute son droit de le faire.

Or, ce que nous constatons précisément, aujourd'hui, c'est que, sinon dans tout l'Occident, du moins en France, il n'y a plus de Droit puisque la liberté individuelle n'est plus garantie, et que, fait encore plus grave, il n'y a aucune lutte pour le rétablissement du Droit ; tout comme en Orient, chacun trouve l'arbitraire de l'Etat naturel, et même légitime. Nous avons été empoisonnés à un tel point par le voisinage du despotisme bolchevique d'abord, par celui de ses émules, les despotismes mussolinien et hitlérien, ensuite que nous sommes d'ores et déjà orientalisés.

Ces trois faits : l'accession de Franco à l'alliance occidentale, sinon en droit, du moins en fait, ce qui signifie que l'Occident se voit incapable d'opposer au totalitarisme « communiste » autre chose que le totalitarisme fasciste ; l'invitation d'Eisenhower à Khrouchtchev qui signifie que l'Occident est prêt à accepter tous les coups de force du Kremlin, en raison de ce que, depuis le Spoutnik, il chie dans sa culotte par peur des fusées atomiques ; l'abandon par la France qui fut au cours des derniers siècles le porte-étendard de l'Europe, du principe même de l'Occident : l'inviolabilité de la personne humaine — ce qui signifie que l'Occident s'abandonne lui-même — ces trois faits, dis-je, indiquent que, malgré tout l'éclat de ses richesses et sa puissance apparente, l'Occident est en voie de pourrissement. Les régimes, disait Montesquieu, disparaissent par « corruption de leur principe » ; cela n'est pas vrai seulement des régimes politiques, c'est vrai également des peuples, c'est vrai également des civilisations. La civilisation occidentale a perdu sa « vertu », elle n'a plus qu'à disparaître. En acceptant le principe asiatique du despotisme par son union avec le despote Franco, par son accueil du despote Khrouchtchev, et par son absence de réaction contre la lettre de cachet et le huis-clos français, l'Occident s'est déjà rendu à l'Asie, il s'est déjà rendu à Moscou.

C'est de l'étendue de cette reddition, c'est du degré atteint par le pourrissement de l'Occident dont M. Khrouchtchev, au moment où j'écris ces lignes, va venir se rendre compte *de visu* chez celui des Occidentaux chez lequel le processus paraît le moins avancé.

Pour les autres, Khrouchtchev n'a pas besoin de s'en faire ! Il peut être convaincu *a priori* que ce n'est tout de même pas alors qu'il vient, lui Khrouchtchev, de supprimer les camps de concentration en Russie, que les peuples d'Europe vont se battre contre lui pour la défense de ceux de de Gaulle.

## L'impossibilité d'un partage amiable du monde

A ceux qui pensent que le cours des événements politiques, même les plus graves, n'est déterminé que par les manigances des dirigeants, ce qui précède apparaîtra peut-être un peu comme vu de Sirius. Les « réalistes » préfèrent, en effet voir dans le voyage de Khrouchtchev une tentative pour régler avec Eisenhower, « entre quat' z'yeux » un partage du monde entre la Russie et l'Amérique. Ils sont d'autant plus enclins à le penser que Khrouchtchev a naguère déclaré à un ambassadeur des Etats-Unis qu'il avait quelque chose de très important à dire à Ike, et qu'il ne le dirait qu'à lui seul.

Je ne sais si telle est bien l'intention de Khrouchtchev, mais ce qui me semble sûr, c'est qu'un tel projet est voué à l'échec.

D'abord, il ne s'agit pas à proprement parler d'un partage du monde, car le monde est déjà en fait, partagé entre les deux Grands, mais seulement d'un nouveau partage du monde. Un partage qui ne s'effectuerait pas selon les lignes actuellement fixées.

Or, pour qu'un nouveau partage puisse être effectué, étant donné que les forces des deux adversaires s'équilibrent, il est nécessaire que chacune des deux parties y trouve son avantage.

Pour la Russie, la chose est simple : la modification de la ligne de partage qui lui serait utile, celle sans laquelle elle ne se sentira jamais satisfaite parce que, sans elle, elle ne se trouvera jamais « en sécurité », c'est celle qui lui attribuerait l'Europe, au moins l'Europe continentale.

Maîtresse de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, la Russie n'aurait plus rien à craindre de quiconque, ni économiquement, ni militairement. Les « mains libres en Europe », en commençant par les « mains libres en Allemagne », peut donc être ce que le maître du Kremlin a l'intention de demander à l'occupant de la Maison Blanche.

Mais il va de soi que cette prétention ne saurait être acceptée s'il n'y a pas en contre-partie l'offre de quelque chose d'équivalent. Il y a une douzaine d'années, avant l'éviction de Chang Kaï Shek de la Chine, cette offre aurait pu être faite : en échange des « mains libres » en Europe, la Russie aurait pu offrir à l'Amérique les « mains libres » en Chine.

Il aurait été très possible que cette offre fût alors acceptée. Voici, en effet, plusieurs décennies que la Chine constitue le grand pôle d'attraction des Etats-Unis. La marche vers l'Ouest des pionniers américains, c'est maintenant la marche au delà du Pacifique. Seule, parmi les territoires neufs, la Chine est à la taille de leurs possibilités.

Voici plus de trente ans que j'écrivais, aux lendemains de la première guerre mondiale : « La Chine, avec son innombrable population, ses ressources minérales considérables, son appareil technique et industriel encore à peu près nul, représente la seule grande possibilité de développement encore existante pour l'économie capitaliste » (1). L' « économie capitaliste », lisez aujourd'hui : l' « économie américaine ».

Pour pouvoir disposer de la Chine, l'Amérique serait donc prête à abandonner beaucoup de choses. Malheureusement ! la Chine n'est plus disponible. Il n'est plus possible à Moscou de traiter la Chine comme un vulgaire parti communiste occidental. Staline pouvait sacrifier les communistes allemands à Hitler ; son successeur ne peut sacrifier les communistes chinois à Eisenhower. Ce qui eût été possible en 45 ne l'est plus aujourd'hui. La Chine communiste est devenue une puissance telle qu'elle s'impose au Kremlin

(1) La Déchéance du Capitalisme.

tout autant qu'à Washington (2), de sorte qu'en échange du gros morceau qu'il guigne, le Kremlin n'a rien à offrir ; ce n'est certainement pas le Laos ou l'Irak qui peuvent faire le poids.

Il semble donc invraisemblable qu'un nouveau partage du monde puisse sortir des entretiens de Washington, et, par conséquent, qu'une trêve puisse intervenir dans la guerre froide.

## L'indépendance financière de la France !

Parmi les contre-vérités qu'aiment à claironner les services de la « propagande » gaulliste, l'une de celles sur lesquelles ils appuient le plus car elle chatouille agréablement l'orgueil national de tout bon Français, est celle-ci : la France n'a plus besoin d'une aide financière étrangère, elle peut se passer désormais d'aller mendier à Washington.

Or, rien n'est plus faux. Les dollars américains, les dollars de l'Etat américain continuent à alimenter le budget français, et même, au moins dans un domaine, à une échelle plus grande que jamais.

C'est ainsi que les services de l'Information eux-mêmes ont bien été obligés de nous faire savoir que la Banque Mondiale avait accordé à la France un prêt pour la mise en exploitation des gisements de manganèse du Gabon, et que l'on espérait bien qu'elle donnerait une réponse favorable aux demandes qui lui ont été faites pour le pipe-line Hassi-Messaoud-Bougie, et pour l'exploitation des gisements de fer de Mauritanie.

Or, tout le monde sait que, sous une façade internationale, la Banque Mondiale est, en fait, une banque d'Etat américaine, avec capitaux presque entièrement américains et direction américaine, et que ses prêts ou ses refus de prêts, sont destinés uniquement à servir la politique américaine, comme l'a démontré lumineusement son refus de signer à la dernière minute le projet de financement qu'elle avait elle-même proposé pour le barrage d'Assouan, à cause du veto mis par le Département d'Etat qui entendait ainsi punir le gouvernement égyptien de ne pas avoir exactement la politique étrangère que Washington désirait.

Les prêts déjà consentis ou qui seront consentis au régime de Gaulle par la Banque Mondiale sont donc au premier chef des prêts *politiques*, consentis ou refusés pour des raisons *politiques*, que ce soit à de Gaulle ou à Nasser, qu'ils soient consentis ou refusés.

Ce n'est pas tout. Le Département d'Etat américain ne se contente pas d'apporter son aide financière à M. de Gaulle par le canal de la Banque Mondiale, il la lui apporte également, et plus directement encore, par les sommes qu'il lui verse régulièrement chaque année, comme à ses prédécesseurs, à titre d' « aide militaire ». Or, cette aide militaire est, cette année, *en augmentation*. C'est ce qui résulte d'une déclaration faite par le Secrétaire d'Etat américain de la Défense devant une commission du Sénat ; interrogé sur le montant de cette aide, il déclara qu'il ne pouvait en révéler le chiffre, tous ceux de cette nature étant gardés secrets, mais que ce montant pour l'année 59-60 serait supérieur à celui de l'année précédente.

Encore, donc, un mensonge de dégonflé... mais il y en a tant !

R. LOUZON.

(2) Il est si évident que la Chine est la seule chose que la Russie pourrait offrir à l'Amérique que les Chinois ont peur, malgré leur force, de faire les frais de la rencontre avec Eisenhower ; c'est pourquoi ils ont demandé à Khrouchtchev de venir leur rendre visite dès son retour. Il se peut aussi que les attaques au Laos soient dues à la même crainte.

## Des hauts-fourneaux en Afrique du Nord

Depuis le règne du Gouverneur général Jonnart en Algérie, 1919, on promet des hauts-fourneaux à ce pays. Le haut-fourneau c'est, dans l'esprit des Algériens, un degré de progression dans la civilisation. C'est pourquoi les gouvernements qui se succèdent ne manquera jamais de dire : si tu es sage, tu auras un haut-fourneau. Examinons comment se pose le problème.

Dans le département de Constantine, et en Tunisie au voisinage de la frontière algérienne, il existe de puissantes formations d'hématites (55 à 60 % de fer) sans teneur appréciable de phosphore, de soufre ou de silice.

Ces gisements, l'Ouenza-Bou-Khadra et le Kanghet en Algérie, Djérissa et le Djebel-Slata en Tunisie se trouvent groupés dans une même région.

Plus au sud d'autres formations non étudiées comme le Djebel El-Abiod pourraient donner lieu à des exploitations.

Ces gisements voisins les uns des autres réunissent plusieurs centaines de millions de tonnes d'un minerai riche et dur qui après concassage donne peu de menus et dont presque toute la production peut directement passer au haut-fourneau.

Il est actuellement dirigé sur les usines du continent européen et de l'Angleterre pour élaborer des aciers fins utilisés en mécanique, ou pour des fontes fines ,comme celles utilisées à la fabrication des tuyaux.

### IL N'EST PAS DE MINERAIS NOBLES

Ces gisements miniers ne sont pour les sidérurgistes européens que des sources de matières premières et si vous leur parlez de hauts-fourneaux en Algérie, ceux qu'on appelle des maîtres de forges vous tiendront à peu près le raisonnement suivant :

« Il s'agit de minerais de qualité qui sont réservés à des usages nobles et dont on n'use pas pour produire des aciers quelconques, comme le fer à béton ou le rail. Or, l'Afrique du Nord ne consomme encore que des aciers ordinaires, et en petites quantités, sur un territoire très allongé, de Tunis à Oran. Les aciers européens arrivent avec moins de frais de transport à Oran, voire même à Alger, que les aciers partant de Bône. Comme on fera de petites unités de production et que l'on élaborera des aciers ordinaires avec le minerai de qualité, l'opération ne pourra manquer d'être déficitaire ».

C'est un raisonnement qui se tient du point de vue impérialiste, l'Afrique du Nord et le Nord-Africain ne comptant pour rien. Aussi, lorsque pour la *nième* fois et pour des raisons de propagande on a demandé aux sidérurgistes français d'étudier l'établissement d'une industrie sidérurgique en Algérie,

ils ont pensé à produire à Bône des tôles fortes pour les chantiers navals méditerranéens. Mais c'est là encore un enterrement, car les chantiers navals méditerranéens ne sont pas compétitifs. Malgré tous ses efforts, l'Italie elle-même n'a jamais pu se placer dans la lutte pour la construction des pétroliers, contre la Clyde, Hambourg et Saint-Nazaire.

Le rendement de la main-d'œuvre, à la Ciotat par exemple, est, paraît-il, trop faible, et il entre trop de main-d'œuvre par rapport à la matière première dans la construction d'un bateau. Ce serait la raison pour laquelle les chantiers de la Méditerranée seraient en régression constante alors que ceux de l'Atlantique Nord ne cessent de progresser.

Si les projets de hauts-fourneaux en Algérie deviennent solidaires de la construction navale méditerranéenne, il sera donc toujours facile d'invoquer une crise de consommation et de remettre les dits hauts-fourneaux à demain. Car, en vérité, les sidérurgistes français trouvent que les choses sont très bien comme elles sont.

Il y a pourtant une autre façon de considérer le problème : en prenant un autre point de vue que celui de la sidérurgie française, le point de vue de l'Afrique du Nord et des Nord-Africains.

D'abord, repoussons la théorie des minerais nobles. Ils sont nobles relativement, et parce que ceux de Briey sont pauvres. Dans de nombreux pays, en Suède, aux U.S.A., on élabore toutes les qualités d'acier à partir de minerais riches et purs ; car ce qui compte c'est de savoir quel bénéfice le pays pourra tirer de traiter une partie au moins de ses minerais, de savoir si les matériaux qu'il produira ne lui reviendront pas meilleur marché à partir de ce minerai noble, qu'en les important, même produits avec des minerais pauvres.

### QUE FAIRE ?

Là-dessus la question se pose de savoir :

1) Ce que l'on peut fabriquer ;
2) Comment fonctionneraient les usines que les minerais pourraient approvisionner ;
3) Où les usines devraient être situées.

Sur la première question, la réponse est qu'on doit fabriquer pour la consommation locale des produits de consommation directe. C'est-à-dire dont l'usage n'est pas tributaire d'industries de transformation. Ces produits sont : les tuyaux de fonte. Actuellement l'emploi de la fonte ou de l'acier pour les tuyaux est bien déterminé. Tout ce qui est transport de pétrole et de vapeur reste à l'acier. Cela pour des raisons d'oxydation et de résistance.

En outre, vont à la fonte les pièces demandées par les services hydrauliques, les ports, les municipalités, telles que les plaques d'égout, les lampadaires, etc.

L'élaboration de produits en fonte sera intéressante pour l'Afrique du Nord parce qu'elle fait appel à une main-d'œuvre importante, et qu'il est facile d'en développer les applications. Des saumons de fonte pourront être livrés à tous les usagers qui utilisent le moulage pour leurs fabrications : pièces de machines agricoles, pompes, constructions diverses, dont pièces de chemin de fer.

Pour l'acier, il y a le rail, la poutrelle, le fer à béton, qui sont d'un usage direct dans les chemins de fer et dans le bâtiment. Au contraire, les aciers mécaniques, la tôle, le fil machine sont des produits qui ne peuvent être livrés qu'à des industries se servant de ces matériaux comme matières premières. Or ces industries n'existent pas encore en Afrique du Nord ; et les marchés internationaux sont trop difficiles pour que l'on puisse en Afrique du Nord fonder une industrie du fer sur des possibilités d'exportation de produits finis. Au contraire, en se basant sur un marché intérieur dont on est maître, et en en faisant un motif de progression économique et social, l'assise devient solide.

Ces usines sidérurgiques de l'Afrique du Nord pourraient être assez simples : d'abord pas de cokeries.

Une cokerie pour être rentable doit avoir un débouché payant de son gaz qui est un produit noble : 4.200 calories au m3, ainsi que de ses benzols. Or justement il n'y a pas de débouchés payants pour ces produits en Algérie en raison de la concurrence du Sahara dont le gaz au moins est une chose sûre.

Les hauts-fourneaux devraient donc s'approvisionner en cokes durs, résistant bien aux manipulations tels que ceux qui sont produits par les Anglais et les Allemands de la Ruhr. Dans ces pays, le gaz et les benzols sont précieux, aussi peut-on y vendre le coke à bon marché. Ce coke pourrait être payé, fret compris, au moyen de minerais de fer dont ces deux pays sont importateurs, les navires procédant à une rotation bien équilibrée avec fret de retour assuré.

Aucune installation d'agglomération des menus ne serait non plus nécessaire, l'Europe pouvant payer convenablement les menus car elle est équipée pour les fritter et elle disposera toujours de fines de houille ou de coke, pour le faire, aux prix les plus bas.

Il faudrait donc seulement :

Pour la fonte :

Un haut-fourneau automatique et ses accessoires,
Une centrale pour l'installation du gaz du haut-fourneau,
Un atelier pour la fabrication des tuyaux,
Un atelier de moulage.

Pour l'acier il faudrait, en outre :

Un convertisseur,
Un atelier d'oxygène pour le convertisseur ci-dessus,
Des lingotières,
Des fours Pits,
Des laminoirs,
Des parcs.

Sur la deuxième question :

Quelles régions pourraient être approvisionnées ?

Toute la Tunisie, le département de Constantine, le département d'Alger jusqu'à Alger y compris. Au delà, le transport par fer serait onéreux. A l'exportation, tout le bassin méditerranéen pourrait être touché, en partant des ports qui s'échelonnent de Tunis à Alger. L'Italie notamment qui n'a pas de minerais de fer et qui part le plus souvent d'un matériau encore plus noble que les minerais purs, la ferraille. Cette ferraille qu'elle achète pour la plus grande part en Europe et qui lui est d'autant plus discutée que le bassin de Briey s'épuise et que l'industrie du centre de la France s'est organisée, elle aussi à partir de la ferraille. Il est vraisemblable que pour les aciers courants obtenus sans qu'il y ait refroidissement du métal entre la sortie du haut-fourneau et le passage au laminoir (rail, poutrelles et fers à béton), l'Italie trouverait plus d'intérêt à acheter en Algérie qu'à produire elle-même, surtout si le vendeur consent à se faire payer en fournitures et en services de toutes sortes (approvisionnements et équipements électriques, chimiques, matériel mécanique, textile, etc.).

La Grèce aussi serait intéressée par ces fournitures de métaux ferreux et elle pourrait payer... en statues.

Deux hauts-fourneaux automatiques de 500 tonnes, dont l'un pour la fonte de l'acier, destinés à la production (saumons de fonte et billettes d'acier pourraient se vendre sur le marché euro-

péen en cas de diminution des carnets de commande en produits finis) serait un démarrage raisonnable.

Naturellement, il faut admettre que le pays ferait un immense effort pour améliorer en général tout son équipement et en particulier les conditions d'habitation de sa population, non seulement quelques quartiers européens des grandes villes, mais toutes les cités, grandes et petites, et les villages. Cela serait financièrement impossible à réaliser si l'on devait importer tous les matériaux. Ce n'est pas une fabrication de tôle forte dans la ville de Bône qui améliorera le standard de vie des populations, ni apportera de solution au chômage, si même elle devait fonctionner avec garantie d'intérêt de l'Etat.

Sur la troisième question :

Où les usines devraient-elles être situées ?

Le problème est géographique ; prenons une carte ; dans les régions minières prenons les plaines possibles au voisinage des voies ferrées, quelque part entre Clairfontaine et Souk-Ahras, puis tirons une droite sur Tunis et une autre sur Alger. Nous avons forme un V très ouvert et à l'intérieur de ce V nous avons un magnifique réseau de distribution.

Vers l'est, la ligne de Souk-Ahras-Ghardimaou-Tunis, puis celle qui, de Tébessa, rejoint le Kef-Kasserine-Smindja-Tunis.

A partir de ces deux lignes toutes les bifurcations donnant accès à tous les points de la Tunisie.

Au centre : Duvivier-Bône et Souk-Ahras-le-Kroubs (avec le cul-de-sac de Constantine) et Alger.

L'une et l'autre avec toutes les bifurcations pour rejoindre tous les points du département de Constantine.

C'est là que doivent être faits les hauts-fourneaux, et non à Bône où leur position n'en ferait que des instruments d'exportation sans aucun profit pour l'Afrique du Nord, et surtout sans appuis pour le mouvement vers le sud dont doit dépendre le développement du Maghreb.

La France a cantonné sur d'étroites bandes de terre, entre la montagne et la mer, toute son action économique en Afrique du Nord. Parquée dans des villes et des bidonvilles, occupée par la propagande, le vice et la prévarication, l'Afrique du Nord y pourrit faute de champ d'action et, bien que manquant de tout, elle exporte sa main-d'œuvre.

Le problème d'Afrique du Nord demande à être repensé parce que le mal est dans les cerveaux. Et ce mal, c'est l'esprit impérial.

Il faut penser l'Afrique du Nord pour l'Afrique du Nord et par les Nord-Africains.

**C. SAINT-JACQUES.**

---

# En marge de la solution du problème algérien

A la suite de l'appel lancé par Messali Hadj le 11 juin 1959 aux démocrates français pour aider les Algériens à mettre fin à leurs luttes fratricides et aux règlements de compte, appel que nous avons reproduit dans notre dernier numéro, M. Jean Cassou, écrivain et conservateur en chef du Musée national d'Art moderne à Paris, a pris l'initiative et adressé à tous les démocrates français l'appel suivant :

« Les Français soussignés, émus par l'appel du leader algérien Messali Hadj en vue de la cessation des luttes fratricides entre Algériens et des attentats terroristes, se joignent à cet appel et protestent contre les procédés qui éloignent chaque jour davantage la conclusion de la guerre d'Algérie, l'apaisement des esprits et l'établissement des conditions meilleures et durables de vie et de progrès pour l'Algérie ».

En réponse à cet appel, voici les noms des signataires :

Alex **GAZELLES**, décorateur.
Maurice **BERNARD**, secrétaire de la Chambre syndicale typographique parisienne.
Yves **JOUFFA**, avocat à la Cour.
Maurice **DOMMANGET**.
Georges **LAMIZET**, professeur.
**FRANC**, instituteur.
Philippe **SOUPAULT**, écrivain.
**MORMICHE**, instituteur.
J.-M. **DOMENACH**, journaliste.
Jean **COCTEAU**, de l'Académie Française.
Raymond **PATOUX**.
Robert **DARMAGNA**.
**MARAVAL**.
**LAZACHE**, professeur à la Sorbonne.
Jean-Daniel **MARTINET**, médecin.
Louis **MARTIN-CHAUFFIER**, professeur.
**SOULAVES**, artiste-peintre.
Jean-Louis **MARTINET**, compositeur de musique.
Renée **CELLIER**, institutrice à Saint-Etienne.
Henri-Irénée **MARROU**, professeur à la Sorbonne.
Roger **CHASTEL**, artiste-peintre.
**CARDINAL**, directrice d'école en retraite.
André **CARDINAL**, instituteur.
Lisette **CARDINAL**, institutrice.
Daniel-Henry **KANSWEILLIER**.
F. **LOMBARD**, adjoint au maire, président de la Ligue des Droits de l'homme de Cavaillon.
Georges **HUGLET**.
Jean **SOFFIETTO**, syndicaliste F.O., Saint-Etienne.
Tony **PEYRE**, syndicaliste F.O., Saint-Etienne.
Claude **AVELINE**.
Jean **SALTIER**.
Marcel **CHAUSSE**, syndicaliste F.O., Saint-Etienne.
Charles **VILDRAC**, écrivain.
Louis **HOUDEVILLE**, syndicaliste C.F.T.C.
Jean **ROUS**, journaliste.
Albert **CAMUS**, écrivain.
René **COFFIN**.
Jean **DREYROLLE**.
Lucien **SCHELER**.
François **MATHEZ**.
Béatrix **BECK**, écrivain.
**TAL-COAT**, artiste-peintre.
Charles **LEMOINE**, syndicaliste, mineur C.G.T.
Michel **GALLIMARD**.
**VOLO**, instituteur.
**THARREAU**, syndicaliste F.O.
René **DUMONT**, syndicaliste F.O.
L. **BOUET**.
P. **LAPORTE**, Chantilly.
Roger **LAPEYRE**, syndicaliste F.O.
**MATHIEU**.
Daniel **JACOBY**, avocat à la Cour de Paris.
**BARRAUD**.
Yves **DECHEZELLES**, avocat à la Cour de Paris.
Aimé **PATRI**.
Marius **ALLEGRE**, syndicaliste F.O.
Jacques **NANTET**, écrivain.
Jean-Claude **TERTRAIS**.
Jacques **BLOT**.
Jean **BOIREAU**, syndicaliste F.O.
Jacques **SENELIER**.
Ida **BOIREAU**, syndicaliste F.O.
Jean **DUPERRAY**, syndicaliste Enseignement autonome, Saint-Etienne.
Louise **CHAMBELLAND**, syndicaliste F.O.
Maurice **CHAMBELLAND**, syndicaliste F.O.
L.-P. **LETONTURIER**, professeur.
Gérard **ROSENTHAL**, avocat à la Cour de Paris.
Pierre **MONATTE**, syndicaliste.
R. **HAGNAUER**, syndicaliste.
E. **CHARBIT**, syndicaliste.
Georges **AUCLAIR**.
André **FRENAUD**.
Pierre **DERCOURT**, syndicaliste F.O.
André **FRAYSSE**, syndicaliste F.O.
J.-P. **VALABREJA**.
Margueritte **LOUPPE**, artiste-peintre.
Claudine **CHONEZ**.
Pierre **LAMBERT**, syndicaliste F.O.
André **MONTAGNE**, syndicaliste F.O.
R. **GUILLORE**, syndicaliste.
A. **HEBERT**, secrétaire F.O., Nantes.
Maurice **CLAVEL**, écrivain-journaliste.
Adolphe **SIDRO**, syndicaliste F.O.
Yves-Michel **BIGET**, Cercle « Socialo-syndicaliste Bretonne ».
Maurice **VESSILIER**, instituteur.
Jean **LESCURE**, directeur du Théâtre des Nations.
Renée **MARTINET**.
Edmond **DORMEAU**, avocat à la Cour de Paris.
Pierre **HERVE**, rédacteur à la « Nation socialiste ».
Auguste **LECŒUR**, rédacteur à la « Nation socialiste ».
M. **VAUSSARD**, journaliste au « Monde ».
Michel **HAMELET**, journaliste au « Figaro ».
A. **BRUN**.
Robert **MALLET**.
Jean **CASSOU**, conservateur en chef du Musée national d'art moderne Paris.

## *Lettre du Danemark*

# Le mouvement communiste dissident

En novembre 1958, un nouveau parti socialiste est né au Danemark. Au congrès du P.C. danois qui se tint fin octobre de cette même année, la minorité, influencée par Aksel Larsen, refusa de se soumettre inconditionnellement à la ligne officielle et, par la suite, de nombreux partisans des thèses minoritaires furent exclus du parti. Entre temps les opposants recueillirent des signatures pour créer un nouveau parti, distribuèrent des manifestes et organisèrent une série de meetings. En novembre 1958, une conférence réunit 76 militants favorables à Larsen et permit de créer les bases d'un parti nouveau dont la constitution fut décidée en février 1959, quand ses partisans eurent récolté 15.000 signatures. La première réunion publique tenue à Copenhague rassembla 4.000 personnes. Le 1er mai, un nouvel hebdomadaire parut et, du 5 au 7 juin, les délégués se rencontrèrent pour un congrès constitutif. Le parti nouveau prit le titre de *Socialistisk Folkeparti* (parti populaire socialiste).

Depuis 40 ans, le Danemark n'avait pas vu la naissance d'un parti ouvrier nouveau. A l'exception d'un phénomène apparenté en Hollande, c'est la première fois qu'une opposition se dressant contre la politique de Moscou se transforme en parti, et cela depuis le triomphe du stalinisme, il y a plus de trente ans.

Sans doute, les dirigeants du nouveau parti sont-ils tous profondément compromis par leur collaboration volontaire avec « l'assassin des masses », Staline, et avec le système totalitaire, et cela depuis des décennies. Il est donc normal qu'ils présentent aujourd'hui de nombreuses excuses et explications, mais ces déclarations sont d'une grande faiblesse et, en ce qui concerne les hauts dirigeants comme Larsen et Kai Molt, ce sont de purs mensonges. Pour la plupart, ces hommes connaissaient parfaitement la nature du stalinisme.

Le nombre de signatures réunies pour la création du parti (18.000 en fin de compte) n'est pas très élevé, mais il revêt quand même une certaine signification en cette période d'indifférence politique générale. Au congrès constitutif, 61 sections étaient représentées groupant 5.000 membres. Si les sections ont une existence réelle, sans doute le chiffre des adhérents est-il exagéré. Celui de 3.500 serait plus proche de la vérité.

La moitié des sections correspond au Grand Copenhague, c'est-à-dire à la capitale. Parmi elles, certaines sont des sections organisées dans les entreprises. Les autres groupes existent dans les villes ; il n'y a pas de représentation des régions agricoles. L'influence dans les villes de province est forte, surtout dans la région de Esbjerg où il existait déjà des noyaux de socialistes de gauche, desquels 80 % ont rallié le nouveau parti.

L'hebdomadaire tire à 12.000 exemplaires, avec une base de 2.500 abonnés. Le parti ne possède pas de grand appareil, jusqu'à présent. Il n'a pas un caractère bureaucratique proprement dit. Son existence dépend, économiquement, des souscriptions lancées un peu partout.

Si l'on examine la composition du comité central, formé de 25 membres, et si l'on observe les collaborateurs de l'hebdomadaire, on s'aperçoit que les militants appartiennent à une catégorie bien déterminée : ce sont des ex-staliniens qui ont abandonné le parti communiste en 1958. Ils ne comprennent que 10 % de socialistes de gauche. En revanche, aucun militant du parti socialiste danois, c'est-à-dire de la social-démocratie, n'a rejoint le nouveau parti, bien que parmi les membres de celuici puissent se trouver anonymement quelques socialistes. Je connais personnellement de nombreux militants socialistes qui se caractérisent par leur esprit indépendant ou leurs attitudes de gauche, mais aucun d'entre eux ne s'est affilié au nouveau parti. En ce sens, l'initiative de Aksel Larsen a été un échec total. Par contre, son parti comprend un certain nombre d'anciens isolés et d'ex-membres des diverses succursales communistes.

Jusqu'à présent, le nouveau parti manque d'une base de masse. A moins que les chefs social-démocrates ne retournent à leur vieille habitude d'interdire la participation à la grève en cas de conflit social, il ne semble pas que le parti de Larsen puisse espérer récolter les 60.000 voix nécessaires pour qu'aux élections générales il ait droit à cinq députés.

La composition du nouveau parti pourrait porter à croire que les opinions de ses militants sont uniformes. Ce n'est pas le cas. Lors du congrès constitutif, une discussion très animée se produisit, au cours de laquelle se manifestèrent de nombreuses « déviations ». La variété des opinions fut une surprise agréable. Il semble que pour l'instant règne une certaine démocratie à l'intérieur du parti. Lors du débat sur les problèmes du stalinisme et sur l'attitude à prendre envers les pays soi-disant socialistes, les points de vue les plus différents s'opposèrent, depuis l'identification complète avec les régimes de l'Est jusqu'aux critiques les plus dures contre le totalitarisme. Les résolutions adoptées correspondent à une sorte de ligne intermédiaire. Il est exigé le respect des droits humains dans les pays « socialistes », mais il y est en même temps reconnu que ces pays ont accompli de « grands progrès ». Au total, une attitude peu claire et inconséquente, encore qu'il fut intéressant d'entendre les critiques violentes présentées par des ex-représentants de la mentalité stalinienne.

En ce qui concerne les militants du nouveau parti, il faut remarquer que la majorité des intellectuels communistes y ont adhéré et que plus de la moitié des activistes syndicaux, qui jusqu'ici suivaient les consignes de Moscou, ont rallié la nouvelle opposition.

Le programme adopté critique l'absence de démocratie dans les pays occidentaux et se prononce en faveur de « la voie parlementaire vers le socialisme », ce qui implique la reconnaissance de plusieurs partis. Le programme ne mentionne pas la « dictature du prolétariat ».

En politique internationale, le nouveau parti défend la conception du désarmement unilatéral et total du Danemark, se prononce contre toute participation au marché commun européen et propose une orientation commerciale tournée vers l'Europe orientale. La collaboration du Danemark sur le plan international, déclare le parti, doit se limiter aux pays nordiques et à l'O.N.U. Sans être exactement identique à la politique préconisée par les Russes, cette attitude est sur bien des points celle de la politique communiste. On y trouve une sorte de synthèse entre les consignes staliniennes, le vieil antimilitarisme socialiste et les rêves neutralistes propres aux petits Etats. On y trouve aussi l'obligatoire tranche de nationalisme danois et de haine anti-allemande, séquelles de l'occupation. Enfin, figurent les mots d'ordre du désarmement international et de suppression des armes atomiques qui correspondent aux conceptions nourries par de larges couches sociales. Cependant, le contenu de

l'hebdomadaire du parti montre à quel point ces prises de position sont fragiles : les critiques visent presque exclusivement les alliances et les mesures de défense de l'Occident.

Le programme social et de politique intérieure est d'esprit purement social-démocrate. On voit que la constitution du nouveau parti est le fruit de la crise intérieure du stalinisme. Sa naissance contribuera à faire perdre au P.C. danois l'influence qu'il exerçait encore et à le repousser dans un rôle de petite secte en marge de la vie politique du pays.

Carl Heinrich PETERSEN.

## Grèce

# Les "Patrons syndicaux"

En Grèce, la lutte des travailleurs, depuis la libération, présente un phénomène nouveau : celui de la floraison des « patrons syndicaux », véritable catégorie sociale nouvelle, active non seulement au sein de la classe ouvrière, mais dans toute la société.

Les « patrons syndicaux » forment la couche dirigeante du mouvement syndical grec et peuplent l'administration de la C.G.T. grecque, des diverses fédérations, des organismes de travail. Dans certains syndicats, ils sont devenus une sorte d'aristocratie, du fait de la monopolisation de la profession au profit de leurs membres.

Cette couche sociale possède des intérêts communs et une manière de vivre commune. Il s'agit d'une aristocratie réelle — dont les revenus sont sans commune mesure avec ceux des masses ouvrières — qui dispose de fonds provenant des cotisations obligatoires versées par les travailleurs du pays tout entier, des fonds des services de logement, de l'administration de fédérations possédant des moyens économiques importants et de la participation à la gestion de caisses d'assurances, de chômage, etc. (Le nombre de caisses d'assurances principales et complémentaires est de 165. Leurs directions se sont efforcées d'éviter leur unification.)

Ce phénomène s'explique par la situation particulière du mouvement syndical depuis la libération, dont le trait essentiel est l'absence de continuité avec la période prédictatoriale, période caractérisée par la lutte classique du mouvement ouvrier contre les employeurs, soutenus par l'Etat.

La dictature et l'occupation, pendant neuf années pleines, ont brisé l'évolution naturelle du mouvement, mais l'occupation a aussi entraîné la transformation de la composition de la classe ouvrière, au point qu'à la libération on se trouvait en présence d'une main-d'œuvre en grande partie nouvelle, dont les membres provenaient de toutes les couches sociales. Cela, du fait de l'éparpillement des travailleurs manuels au cours de l'occupation par suite de l'arrêt de la production et de la destruction des moyens de production.

Seuls les fonctionnaires et les employés se maintînrent et échappèrent à la décomposition sociale. De plus, les luttes menées pendant cette période augmentèrent le pouvoir des travailleurs en « faux-col » (fonctionnaires, employés de banque, de commerce, d'assurances, des services publics). En raison de l'absence de classes sociales bien définies, leur poids dans la vie sociale et politique augmenta. A la libération leur nombre était égal à celui des ouvriers manuels. Ils avaient acquis une certaine confiance en eux-mêmes, s'étaient forgés une sorte de conscience de classe et avaient appris à se battre habilement, si bien qu'ils constituèrent la seule couche de la population qui continua à lutter avec succès et obtint des avantages.

Pour améliorer leur situation économique, les travailleurs ne reprirent pas la lutte sur le plan syndical, mais ils s'orientèrent vers la lutte politique, parce qu'ils n'avaient aucune expérience syndicale et aussi parce que, dès 1945, fut appliqué un système de fixation des salaires par l'Etat et que les accords collectifs qui intervinrent par la suite ne furent en fait que la continuation de ce système.

La génération qui grandit de 1936 à 1945 et entra dans les rangs du prolétariat ne connut pas de mouvement syndical, mais trouva un fonds d'assistance, une caisse de chômage, un service de santé, etc. Comme elle était en grande partie originaire des régions agricoles (les paysans avaient afflué dans les villes sous l'occupation et pendant la guerre de partisans) et qu'elle se composait surtout de cultivateurs miséreux et sous-alimentés, les salaires fixés, aussi bas fussent-ils, et les systèmes d'assurance leur apparurent comme quelque chose d'inespéré, si bien que tous leurs soins se portèrent vers la jouissance de ces avantages. L'éveil de leur conscience prit des formes négatives, d'autant plus que les communistes jouaient l'expectative et que les dirigeants syndicaux n'accordaient aucun intérêt aux problèmes d'organisation et d'éducation.

En Grèce, donc, la lutte de la classe ouvrière intervient dans cette seconde partie de l'après-guerre sans que les travailleurs acquièrent une conscience syndicale (par la lutte pour les salaires, par la grève, etc.). Neuf années d'interruption de toute vie syndicale, l'intervention systématique de l'Etat (sous la dictature, les syndicats étaient de simples prolongements de l'Etat, le ministre du Travail étant en même temps secrétaire général de la C.G.T.), l'absence de conscience collective chez les nouveaux composants de la classe ouvrière expliquent cette situation. Une raison supplémentaire : l'idée, développée sous l'occupation, que tout problème se résout par la force et que la politique est le facteur décisif, favorisa le parti communiste qui se présentait comme pouvant être l'élément tyrannique.

De là, la contradiction qui fait que les luttes du mouvement grec alimentent d'une part les « patrons syndicaux » et d'autre part les communistes.

Quel est donc le rôle des « patrons syndicaux » ? L'activité de l'actuelle direction syndicale consiste à défendre (par l'arbitrage, la conciliation) les intérêts des travailleurs, tels qu'ils sont définis par la législation sociale, dans leurs rapports avec la bureaucratie d'Etat (ministère du Travail) et les divers services de sécurité, de prévention et d'assurances. Mais alors qu'ils parlent au nom d'une classe laborieuse unie, ils ne brandissent la menace de son pouvoir que pour se renforcer eux-mêmes aux yeux de l'Etat et des patrons, ils n'utilisent ce pouvoir que pour renforcer et raffermir leurs propres intérêts, et favoriser quotidiennement des clientèles de travailleurs pris individuellement.

L'*atomisation* des intérêts ouvriers, ou d'une partie des ouvriers, constitue le moyen et le but des « patrons syndicaux », car elle leur donne la possibilité de créer une clientèle qui dépend d'eux et soutient leurs intérêts personnels.

Ces données expliquent à la fois la double face des mouvements ouvriers et le double aspect de leur lutte : au cours des quelques grèves qui ont lieu et lors des élections politiques (municipales ou générales) les travailleurs votent communiste, mais pour leurs problèmes quotidiens ils s'adressent aux « patrons syndicaux ».

Le renforcement et l'élargissement des intérêts personnels des « patrons syndicaux » sont devenus un des buts de leur politique. Ils ont créé leurs propres caisses d'assurances et de logement. Cela explique leur conception favorable à la collaboration

des classes et leurs thèses sur la coopération tripartite : travail, Etat, capital. Si la classe ouvrière n'a pas acquis une pleine conscience de classe, ses dirigeants, eux, ont éliminé toute conscience.

De la même façon qu'en Grèce le comportement des partis ne peut être compris sans tenir compte de la recherche du pouvoir par des groupes d'hommes politiques, les agissements des « patrons syndicaux » ne peuvent être compris sans tenir compte de leur nécessaire coopération avec le parti au pouvoir. Le fait que la Grèce possède une législation sociale très avancée ne peut faire oublier que la classe ouvrière y est arriérée, du fait même que ses conquêtes ne résultent pas d'une lutte, mais ne sont que le produit de concessions faites par l'Etat aux dépens de l'ensemble de la population et sans contribution directe de la part des employeurs.

La grande masse des travailleurs industriels demeure inorganisée. Leurs fédérations sont nées par en haut. Aucune vie réelle n'anime les organisations de base, alors que les centres disposent de fonds importants et sont logés dans des immeubles luxueux. Dans le domaine de l'éducation syndicale, le phénomène est identique : il y a, de temps à autre, la mise sur pied de cours pour les hauts cadres de la C.G.T. grecque, mais cela revient à faire fonctionner une université dans un pays d'illettrés qui ne disposerait ni d'écoles primaires ni d'établissements d'enseignement moyen.

Tout ce qui précède montre que la classe ouvrière grecque a abandonné son rôle d'élément indépendant dans la vie politique et sociale.

**Manolis KORAKAS.**

(Traduit et résumé d'une étude parue dans *La Vie internationale,* n° 33, Athènes).

---

## *Bulgarie*

# Le paysan et la collectivisation

En reprenant les données permanentes du problème agricole en Bulgarie, nous avons pu établir, dans la mesure des données précises disponibles, que :

1) Par suite d'une quantité insuffisante de terres, les réformes agraires n'ont réussi, ni avant ni après l'instauration de la démocratie populaire, à satisfaire pleinement les besoins des paysans bulgares et à leur assurer la superficie minimum nécessaire pour que leurs exploitations soient viables. Par conséquent, ces réformes se sont révélées impuissantes à résoudre le problème agraire fondamental. En revanche, le morcellement des propriétés auquel aboutissaient inévitablement ces réformes aggravait encore les défauts essentiels de l'agriculture bulgare : morcellement excessif, impossibilité de mécanisation et de modernisation, faibles rendements, etc.

2) En tant qu'étape vers la collectivisation, la réforme agraire n'a pas été suffisamment efficace du fait de la pression exercée par le parti communiste, pression qui a provoqué la méfiance, l'abstention, l'indifférence, l'opposition et même le refus des paysans bénéficiaires.

3) La collectivisation sous forme de coopérative agricole de travail, forme essentielle et prédominante dans la transformation de l'agriculture bulgare, a rendu incontestablement possible, matériellement et techniquement, la mécanisation, la modernisation et l'amélioration de l'agriculture. Mais le degré de mécanisation est très insuffisant encore et l'emploi des machines ne produit pas l'effet attendu par suite d'une centralisation à outrance, entrainant inévitablement le bureaucratisme et l'élévation du coût du travail fourni par les machines.

4) Une certaine augmentation des rendements a été réalisée dans les fermes les mieux organisées et dirigées par les spécialistes compétents, mais cette augmentation partielle n'a pas amené une augmentation de la production totale des coopératives. Bien au contraire, une baisse ou une stagnation générale de la production agricole se manifeste plutôt, baisse difficile à prouver faute de données statistiques officielles, mais que confirme nettement la pénurie générale de produits agricoles sur le marché intérieur. Cette pénurie a été franchement reconnue en ce qui concerne l'élevage et les produits animaux par le chef du gouvernement bulgare dans son discours du 8 septembre 1953. L'échec des coopératives dans ce domaine est dû principalement aux erreurs de l'organisation du travail, au mode de rétribution incompatible avec la mentalité générale des paysans bulgares, à l'indifférence et à l'hostilité de ceux-ci envers la collectivisation que des pressions de différents ordres les ont forcés d'accepter.

5) La diminution du surpeuplement rural est insignifiante, si l'on tient compte de l'importance de la main-d'œuvre insuffisamment employée à la campagne et de la nécessité pressante de résoudre le problème du « chômage rural dissimulé ». Cette tâche pourrait être facilitée dans une certaine mesure par l'extension des cultures intensives et de l'industrie légère de transformation locale, plutôt que par un développement excessif de l'industrie lourde — ce qui a été et reste toujours jusqu'ici l'objectif principal de la politique économique du gouvernement.

6) L'emploi insuffisant de la main-d'œuvre excédentaire des campagnes dans d'autres branches de l'économie est sans aucun effet direct sur l'économie rurale, ou indirect sur la vie économique en général, d'autant plus que l'industrie souffre aussi d'un certain chômage aggravé depuis 1953 à la suite d'une décision du gouvernement, décision qui n'a pas été rendue publique, de réduire de 30 % les grands travaux de construction (1).

7) La collectivisation n'a nullement amené une amélioration ni de l'approvisionnement des villes, ni du niveau de vie des paysans. Bien au contraire, la situation a empiré. Le mauvais approvisionnement de la population urbaine en produits agricoles est dû essentiellement à l'insuffisance de la production, et aux exportations exagérées, par rapport aux besoins du pays.

Le très bas niveau de vie rurale est surtout la conséquence indirecte des multiples mesures économiques, financières et monétaires du gouvernement, mesures qui n'entrent pas dans le cadre de cette étude (2). Parmi les causes directes de cette insuffisance du niveau de vie, la plus importante est la rémunération médiocre du travail, conséquence des faibles rendements, de la mauvaise organisation des exploitations, provoquant un gaspillage d'efforts, de moyens de production et de produits à quoi s'ajou-

---

(1) Renseignements de source personnelle.

(2) Nous pouvons citer, à titre d'exemple, le cas suivant qui est curieux : dans le rapport extrêmement intéressant de V. Tchervenkov du 8 sepembre 1953, celui-ci s'étend longuement sur les défauts des fermes collectives, les fautes commises envers celles-ci, et sur les mesures que le parti communiste et le gouvernement doivent prendre pour y remédier. Ainsi, il laisse entendre que les paysans payaient deux fois le même impôt sur le revenu, une fois par l'intermédiaire de la coopérative, et une seconde fois individuellement.

tent les prélèvements très élevés pour les fonds sociaux.

8) Tous ces échecs de la collectivisation proviennent finalement d'une difficulté majeure qui tient à l'opposition et à la résistance des paysans. Cette expérience a prouvé une fois pour toutes que la transformation de l'agriculture n'est pas un problème purement économique ni technique ; elle est en même temps et avant tout un problème psychologique, humain. Aucune transformation profonde, tant sociale et politique qu'économique n'est possible sans l'approbation et la participation délibérée de l'homme.

L'expérience de la collectivisation en Bulgarie aussi bien qu'en U.R.S.S. a prouvé d'une façon évidente que le bien-être est inséparablement lié à l'existence d'un minimum de liberté.

Enfin, il est logique de poser une dernière question : la collectivisation permet-elle d'espérer la solution du problème agricole fondamental dans un avenir plus éloigné ? Certainement, oui. Mais en revenant à la forme initiale des coopératives agricoles libres et volontaires.

L'exploitation coopérative est une forme d'organisation pouvant servir d'instrument de transformation de façon utile et assez profonde, tant sous un régime capitaliste que sous un régime en voie de socialisation. Elle s'adapte même mieux au régime de la propriété privée qu'à un régime social qui tend à l'étatisation de la terre.

A notre avis, il n'existe pas, particulièrement pour les pays où la petite propriété prédomine — dont la Bulgarie est l'exemple typique — d'autres solutions, pour assurer une mécanisation agricole en mesure de suivre le progrès technique et scientifique, que l'introduction de la forme coopérative dans la structure des exploitations.

Ce qu'il y a de néfaste dans l'expérience bulgare — nous ne saurions trop y insister — c'est la constitution forcée des coopératives sous le régime de démocratie populaire. Et l'espoir placé dans la transformation coopérative comme solution du problème agricole ne pourra se réaliser tant que se maintiendra ce régime ou tout au moins tant que les paysans ne jouiront pas d'une totale liberté. Sinon la résistance populaire aboutira à l'effondrement du régime qui entraînera la disparition de la plupart des fermes coopératives actuelles, et il serait alors difficile de sauver même certaines de leurs réalisations positives en présence d'une révolte générale et unanime de la paysannerie.

Donc, l'enseignement le plus important à tirer de cette expérience est qu'il ne faut jamais, quelle que soit la raison invoquée, forcer la volonté des paysans lors d'une transformation profonde de l'agriculture qui met en jeu tous leurs intérêts vitaux, matériels et moraux.

**Georges GRIGOROFF.**

(Conclusions d'une étude consacrée à la réforme agraire et à la collectivisation de l'agriculture en Bulgarie.)

---

# Parmi nos LETTRES

Une lettre de Félicien CHALLAYE :

*En dépit des beaux souvenirs qu'évoquent en moi les mots de* Révolution prolétarienne, *je ne puis continuer à être l'un de vos abonnés.*

*Je ne suis pas devenu membre du parti communiste. Je n'ai aucun désir de le devenir. Je ne puis même oublier que, de tous les groupes politiques, le seul dont j'ai eu personnellement à souffrir est celui des communistes-résistants.*

*Mais j'estime qu'il ne convient pas de céder à de telles impressions ; qu'il faut voir la réalité présente telle qu'elle est.*

*Aujourd'hui, l'anticommunisme fanatique qui anime votre organe me paraît le pire danger pour la liberté et pour la paix.*

*Si le général de Gaulle disparaissait, il me paraît hautement probable que nous subirions momentanément la dictature d'un militaire factieux venu d'Alger avec ses parachutistes. Le seul moyen de résister à cette catastrophe serait l'action de tous les syndiqués, fraternellement unis, en dépit des divisions qu'entretien et exaspère votre organe.*

*Quant à la paix, le groupe d'hommes qui me paraît le mieux servir cette sainte cause, c'est celui qui, à l'intérieur, ne subit pas l'influence de capitalistes intéressés à la guerre et à sa préparation ; qui s'obstine à réclamer, en attendant le désarmement total, des ones désatomisées, destinées à devenir les zones de neutralité désarmée, séparant les blocs adverses ; qui s'interdit d'établir, autour de territoires qualifiés d'hostiles, des bases militaires et des rampes de lancement ; qui exige l'arrêt immédiat des dangereuses expériences nucléaires ; qui souhaite l'abandon des traités imposés par les guerres, le renoncement au droit du vainqueur. Or c'est justement contre ce groupe d'hommes que s'acharne, constamment, votre publication.*

*En ce qui concerne la politique française, je ne vois, à côté du petit parti socialiste autonome, que le parti communiste qui, en dépit de ses erreurs passées, réclame aujourd'hui la fin de la guerre contre l'Algérie, par l'octroi d'une indépendance comportant le respect, garanti internationalement, des droits (mais non des privilèges) de toutes les minorités.*

*Je trouve piquant de constater le désir, exprimé par un de vos collaborateurs, de ne pas « dissocier l'alliance atlantique » (p. 13-157). Mais je m'indigne quand je lis qu'à vos yeux c'est le parti communiste qui « représente le plus dangereux des fascismes » ; qu'il « vous paraît au moins aussi* criminel *de voter pour le candidat de Thorez que pour celui de Lagaillarde » (p. 10-130). Je m'indigne quand je lis que c'est « un Etat soi-disant prolétarien, se revendiquant mensongèrement du socialisme, qui mène le branle de la troisième guerre mondiale » (première page du numéro 4439). Je m'indigne quand je vois qualifiés de* staliniens *(p. 5-149) les hommes qui ont entrepris l'énorme tâche d'arracher leur peuple à un stalinisme criminel, et qui ont commencé à réaliser partiellement cette tâche. Je constate la même mauvaise foi dans le titre donné au compte rendu de l'excellent livre d'Etiemble,* M. Etiemble commis pèlerin, suppôt de Mao-Tse-Toung *(p. 21-165) ; mauvaise foi associée, d'ailleurs, à une stupidité qui la corrige, car nombreux sont les textes cités qui critiquent certains aspects de la Chine populaire actuelle.*

*Au cas où la* Révolution prolétarienne *publierait tout ou partie de cette lettre — ce que je ne désire ni ne redoute — je vous serais reconnaissant de m'adresser un exemplaire de ce numéro.*

*Je vous demande de croire au regret que j'éprouve à me séparer d'une publication jadis aimée.*

***

Personne ne pense à mettre en doute l'honnêteté de Félicien Challaye, ni les qualités d'esprit et de cœur qu'il a montrées en diverses circonstances. Mais personne non plus ne pensera à le

prendre comme exemple de sagacité politique. Ce n'est pas la première fois qu'il se trompe, qu'il se trompe lourdement. Ce n'est pas la première fois qu'il s'en va quêter la paix derrière les chars d'assaut.

Mais cette reconversion de Félicien Challaye, cette pénible manifestation de masochisme ont quand même quelque chose d'effarant !

Nous ne sommes pas des fanatiques, moins encore des anticommunistes. Il serait même moins absurde, sinon tout à fait exact, en prenant le contre-pied de Challaye, de nous appeler « des communistes tolérants ». Quand nous dénoncions, il y a quelques années, avec ce qu'on appelait « l'opposition communiste », les crimes du stalinisme, certains alors nous taxaient aussi d'anticommunisme fanatique. Cependant, malgré les mensonges et les falsifications, il est maintenant établi que nous étions en-deçà de la vérité. Nous avons eu d'éclatantes justifications. Nous en aurons d'autres. Les propres complices du tyran l'ont renié, mais ils étaient des staliniens fidèles avant — pour parler comme Challaye — « d'entreprendre l'énorme tâche d'arracher leur peuple à un stalinisme criminel » ! (Car c'est le peuple russe, et non Khrouchtchef, qui était stalinien !). Quant à Thorez, hier encore il tirait gloire et honneur d'être stalinien et il se faisait couronner comme « le meilleur disciple français de Staline ».

Roger Hagnauer écrit (p. 13 — 157) : « Toute la politique de Thorez et de ses adjudants, quelle qu'en soit l'expression publique, tend à dissocier l'alliance atlantique ». Félicien Challaye traduit cela : « Le désir exprimé par votre rédacteur de ne pas dissocier l'alliance atlantique » ! De la constatation d'un fait évident, il tire un jugement de valeur sur le pacte atlantique lui-même. Félicien Challaye est honnête, mais il se trompe.

Pierre Monatte écrit dans son remarquable article sur l'antimilitarisme (n° 429) : « Regrettons plus encore qu'aujourd'hui ce soit un Etat soi-disant prolétarien, se revendiquant mensongèrement du socialisme, qui mène le branle de la troisième guerre mondiale ». Félicien Challaye en est « indigné » ; il a vu, lui, que cet Etat avait « renoncé au droit du vainqueur », alors qu'il est le seul qui ait ouvertement usé de ce « droit », qui l'ait même revendiqué ! (Challaye n'a-t-il jamais entendu parler d'un certain Kant. né à Koenigsberg : Allemagne ou Russie ?).

Quant à l'étude de notre camarade N. Van sur le livre de M. Etiemble, son auteur ne l'avait pas intitulée comme notre « cuisinier » a cru devoir le faire pour frapper l'attention du lecteur. Certains ont le droit d'estimer qu'il a un peu trop pimenté sa sauce. Cela n'enlève rien à l'intérêt de l'article de Van et à sa valeur comme dénonciation de la confusion entretenue par MM. Etiemble... et Challaye.

Il vaut mieux arrêter cette vaine discussion. Nous continuerons dans notre voie avec persévérance et optimisme. Car nous sommes des optimistes, comme il convient à de modestes compagnons du vaste atelier syndicaliste, libertaire et communiste qui, dans tous les pays — nous disons bien : tous les pays — travaille patiemment à libérer le travailleur et l'homme. En particulier contre le fanatisme totalitaire, prétendument « communiste », dont, sur ses vieux jours, Félicien Challaye se met à boire comme du sirop l'innommable liqueur.

**LE « NOYAU » DE LA R.P.**

## LE CRAPOUILLOT

### UN NUMERO SPECIAL SUR MONTMARTRE

« Crapouillot » (juillet) a publié un numéro spécial bien documenté et très gai sur Montmartre. Pierre Dominique retrace l'histoire de la fameuse Butte ; Gilbert Ganne parle de ses rues ; Henri Perruchot de ses peintres célèbres ; Robert Rey de ses humoristes ; Galtier-Boissière de ses fameux chansonniers.

(Le numéro : 500 fr. chez tous les libraires, et envoi franco par « Crapouillot », 3, place de la Sorbonne, Paris-Ve.)

# *D'où vient l'argent ?*

### MOIS DE JUILLET 1959

(Bien que nous ayons publié dans le dernier numéro la situation du 1er au 15 juillet, nous reprenons ici l'ensemble des recettes et des dépenses de tout le mois de juillet.)

RECETTES

| | | |
|---|---|---|
| Abonnements ordinaires | 54.700 | |
| Abonnements de soutien | 32.000 | |
| | | 86.700 |
| Souscription | | 6.150 |
| Solidarité syndicale | | 2.000 |
| Vente « R.P. » | | 250 |
| Total des recettes | | 95.100 |
| En caisse à fin juin | | 179.271 |
| | | 274.371 |

DEPENSES

| | | |
|---|---|---|
| Frais d'expédition | | 6.355 |
| Frais généraux | | 20.477 |
| Frais d'impression | | 167.435 |
| Total des dépenses | | 194.267 |
| En caisse à fin juillet : | | |
| Espèces | 3.550 | |
| Chèques postaux | 76.554 | |
| | | 80.104 |
| | | 274.371 |

### MOIS D'AOUT 1959

RECETTES

| | | |
|---|---|---|
| Abonnements ordinaires | 121.700 | |
| Abonnements de soutien | 66.750 | |
| | | 188.450 |
| Souscription | | 7.250 |
| Vente « R.P. » | | 11.220 |
| Vente « La Chine » | | 500 |
| Vente « Trois scissions syndicales » | | 800 |
| Vente « Bâtiment » | | 100 |
| Frais généraux | | 220 |
| Pour le livre de Rosmer | | 1.500 |
| Total des recettes | | 210.040 |
| En caisse à fin juillet | | 80.104 |
| | | 290.144 |

DEPENSES

| | | |
|---|---|---|
| Frais généraux | | 1.644 |
| En caisse à fin août : | | |
| Espèces | 13.026 | |
| Chèques postaux | 275.474 | |
| | | 288.500 |
| | | 290.144 |

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

MOIS DE JUILLET

Autuche (Loire), 2.000 ; Calvel (Paris), 2.500 ; Fradin (Paris), 2.000 ; Geslin (Seine), 2.500 ; Itard (Paris), 2.000 ; Maleysson (Haute-Loire), 2.000 ; Marquis (Paris), 2.500 ; Meyssonnier (Côtes-du-Nord), 2.000 ; Rigal (Haute-Garonne), 2.000 ; Rivière (Rhône), 2.500 ; Saint-Jacques (Paris), 2.000 ; Sauvé (Dordogne), 2.000 ; Seguela (Aude), 2.000 ; Yvernel (Paris), 2.000. — Total : 32.000 fr.

MOIS D'AOUT

Ballereau (Indre), 2.000 ; Bavard (Côte-d'Or), 2.000 ; Beaunée (Côte-d'Or), 2.000 ; Bermon (Var), 2.000 ; Berthelemy (Indre-et-Loire), 2.000 ; Birocheau (Deux-Sèvres), 2.000 ; Bory (Seine-et-Oise), 2.000 ; Bracops (Belgique), 5.000 ; Broussaudier (Basses-Pyrénées), 2.000 ; Deleau (Gironde), 5.000 ; Désarménien (Puy-de-Dôme), 2.000 ; Duperray (Loire), 250 ; Genevrier (Loire), 2.000 ; Gueret (Puy-de-Dôme), 2.000 ; Habouzit (Rhône), 2.000 ; Hennaut (Belgique), 3.000 ; Hervé (Indre-et-Loire), 2.500 ; Joubert (Loire), 2.000 ; Lavenir (Rhône), 2.000 ; Le Coutaller (Finistère), 2.000 ; Marteau (Loire-Atlantique), 2.000 ; Métayer (Seine-et-Oise), 3.000 ; Nanni (Var), 4.000 ; Organde (Rhône), 2.000 ; Ruffin (Paris), 2.500 ; Touron (Loire), 2.000 ; Valera (Paris), 2.500 ; Vassort (Seine-et-Oise), 3.000. — Total : 66.750 fr.

## LA SOUSCRIPTION

MOIS DE JUILLET

Duperray (Loire), 250 ; Thomas (Saône-et-Loire), 300 ; Mader (Paris), 500 ; Plassat (Seine), 500 ; Chasson (Ardèche), 300 ; Bailot (Eure-et-Loir), 300 ; Jutier (Allier), 300 ; Meysenq (Hautes-Alpes), 300 ; Delage (Indre), 300 ; Françoise Serret (Ardèche), 200 ; Mulet (Seine-et-Marne), 100 ; Argence (Isère), 300 ; Mme Baldacci (Gard), 500. — Total : 6.150 fr.

MOIS D'AOUT

Nouelle (Seine-et-Oise), 500 ; Perrot (Pas-de-Calais), 500 ; Beneze (Seine-et-Oise), 500 ; Mons (Seine-et-Oise), 500 ; Lulé (Sarthe), 300 ; Jardin (Côte-d'Or), 500 ; Chevance (Côtes-du-Nord), 100 ; De Groote (Seine), 500 ; Focher (Loire), 800 ; Lermillier (Oise), 150 ; Vernet (Ardèche), 500 ; Boissier (Loire), 500 ; Odin (Rhône), 500 ; Salvat (Hérault), 300 ; Kersulec (Finistère), 100 ; Laurent (Allier), 200 ; Caps (Gironde), 100 ; Flaczinski (Pas-de-Calais), 100 ; Millet (Cher), 100 ; Jeunesse Monde Libertaire (Paris), 500. — Total : 7.750 fr.

---

# LES FAITS DU MOIS

**SAMEDI 25 JUILLET.** — Lancement réussi à Cap-Canaveral **(Etats-Unis)** d'une fusée Thor.

**LUNDI 27.** — M. Nixon est reçu à **Leningrad.**

Constitution d'une commission d'enquête sur la répression **de la révolution thibétaine.**

A **La Havane,** Fidel Castro reprend ses fonctions de premier ministre.

Nouveaux attentats terroristes au **Cameroun** : cinq morts.

Conseil national de l'**U.N.R.** à Paris.

**MARDI 28.** — Elections municipales en **Argentine** : succès péronistes et communistes.

Troubles anticommunistes à **Kerala (Inde)** : 300 arrestations.

Signature d'un accord à la **Régie Renault** pour l'indemnisation des heures supplémentaires perdues (entre 41 et 45 heures).

A Carcassonne, les ouvriers de la **Société méridionale de caoutchouc,** en grève depuis le 27, évacuent l'usine, sans obtenir d'augmentation de salaires.

**MERCREDI 29.** — Le gouvernement fixe à 3.800 fr. le prix du **quintal de blé.**

Au **Congo,** violentes échauffourées dans un faubourg de Brazzaville : 35 morts et plus de 100 blessés.

La Chambre des représentants des **Etats-Unis** a réduit de 1.250 millions de dollasr l'aide à l'étranger.

En **Sicile,** M. Milazzo (chrétien démocrate dissident) est élu président du Conseil à la majorité relative (grâce aux voix communistes et socialistes).

A Carcassonne, les ouvriers du **caoutchouc** occupent à nouveau leur usine.

**JEUDI 30.** — A **Bagdad** (Irak), le général Kassem attaque les communistes responsables des massacres de Karkouk.

Mort en prison à Alger d'Aïssat **Idir,** premier secrétaire de l'**Union Générale des Travailleurs Algériens** (tendance **(F.L.N.)**.

La **C.I.S.L.** s'élève violemment contre l'admission de l'Espagne dans l'alliance atlantique.

**VENDREDI 31.** — Au **Pérou,** suspension des garanties constitutionnelles.

Au **Kerala (Inde),** le gouverneur se substitue au gouvernement communiste.

La **C.I.S.L.** réclame une enquête sur la mort d'Aissat Idir.

Le bureau de la **S.F.I.O.** propose l'exclusion de P.-O. Lapie, président de la Commission scolaire créée par le gouvernement.

**LUNDI 3 AOUT.** — M. Nixon est reçu à **Varsovie.**

**MARDI 4.** — Conférence **panafricaine** à **Monrovia.**

**MERCREDI 5.** — Suspension de la **conférence des ministres** à Genève.

Le **Laos** proteste contre l'agression communiste auprès de l'O.N.U.

**JEUDI 6.** — Voyage du président du Conseil Debré en **Algérie.**

Le syndicat des mineurs de la **République fédérale allemande** demande la nationalisation des mines de la Ruhr.

**VENDREDI 7.** — Deux groupes « d'envahisseurs » au **Nicaragua** auraient été défaits par la police.

**LUNDI 10.** — On annonce officiellement que les bombes atomiques françaises exploseront au centre du **Sahara** à basse altitude.

**MARDI 11.** — On déclare officiellement que l'**Allemagne** ne participe pas à la fabrication de la **bombe atomique française.**

A Tunis, conférence **panafricaine des étudiants** qui condamne la guerre d'Algérie et souhaite l'éclatement de la Communauté française.

**MERCREDI 12.** — Clôture à Stockholm du **Congrès juif mondial.**

Le comité spécial de l'**O.N.U.** blâme l'Union Sud-africaine pour sa discrimination raciale.

En **Grande-Bretagne,** grève à la Morris Motors Corporation d'Oxford.

**JEUDI 13.** — Le Discover V, nouveau **satellite américain,** est lancé et tourne sur son orbite.

**VENDREDI 14.** — La Chambre des représentants aux **Etats-Unis** vote par 229 voix contre 201 le texte le plus dur contre la corruption dans les syndicats.

**SAMEDI 15.** — Une délégation de la **Guinée** reçue Moscou.

**MERCREDI 19.** — Violent tremblement de terre au nord-ouest des **Etats-Unis.**

L'**Union nationale des étudiants** proteste contre le nouveau régime des sursis.

**JEUDI 20.** — M. Bourguiba annonce officiellement la rupture de l'**Union douanière de la Tunisie avec la France.**

Agitation sociale chez les indigènes du **Natal** (Afrique du Sud).

**VENDREDI 21.** — La Confédération des travailleurs de **Cuba** s'engage à ne pas provoquer de grèves pendant six mois.

**SAMEDI 22.** — Protestation de **Berlin-Est** contre un accord nucléaire entre les Etats-Unis et la République fédérale.

Au **Laos,** les rebelles poursuivent le grignotage de la province de Sam-Neua.

**DIMANCHE 23.** — Discours du président du Conseil Debré à **Bléré** (Indre-et-Loire) qui s'élève contre le « jeu de nos alliés en faveur de forces qui nous sont hostiles ».

**MARDI 25.** — L'U.R.S.S. accorde des crédits à long terme à la **Guinée.**

Ouverture à Varsovie de la conférence de l'**Union interparlementaire.**

Conférence suprême de l'Etat à **Péin.** Mao-Tse-Toung n'y assiste pas.

**MERCREDI 26.** — Trois cent mille métallurgistes **argentins** en grève.

Le **Laos** demande une aide financière aux Etats-Unis.

Le président Eisenhower arrive à **Bonn.**

**VENDREDI 28.** — Arrivée du président Eisenhower à **Londres.**

Départ du président de Gaulle pour l'**Algérie.**

Attentat à uBenos-Aires **(Argentine).**

— La C.A. de la **C.G.T.** réclame une augmentation générale des salaires et traitements.

**SAMEDI 29.** — Incidents de frontière **sino-indiens.**